

Eine Welt Un solo mondo Un seul monde



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

N°8 / SEPTEMBRE 2014
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION
www.ddc.admin.ch



Changement climatique

Les pauvres en souffrent plus
que les riches

Cambodge : spoliés de leurs terres,
ils descendent dans la rue

Catastrophes naturelles : un intérêt
mondial pour la gestion des risques

Sommaire

DOSSIER



8 **CHANGEMENT CLIMATIQUE** **Une chaleur qui ralentit le développement**

Le bouleversement climatique affecte de manière disproportionnée les populations défavorisées. Il menace d'anéantir les efforts de réduction de la pauvreté.

12 **L'inaction ne fait qu'augmenter les risques**

Entretien avec Christiana Figueres, secrétaire exécutive de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques

14 **Partager les solutions à des défis planétaires**

Le Programme global Changement climatique de la DDC soutient l'échange de savoir sur ce phénomène au niveau mondial

17 **Des pluies de plus en plus imprévisibles**

Le cycle hydrologique est perturbé. Les populations locales recourent à diverses stratégies pour s'adapter à l'excédent ou à la pénurie d'eau.

19 **Faits et chiffres**

20 **Des expulsions massives au nom du développement**

Au Cambodge, la population souffre du manque de structures propres à un État de droit

23 **Sur le terrain avec...**

Rahel Bösch, cheffe du bureau de la DDC à Phnom Penh

24 **Mon combat contre la violence domestique**

Sopheap Ros raconte à quel point il est difficile de défendre les droits des femmes dans une culture patriarcale

HORIZONS



DDC



25 **Un palais de justice sur quatre roues**

Au Pakistan, un tribunal mobile sillonne des villages reculés, où les habitants n'ont pas accès à la juridiction officielle

FORUM



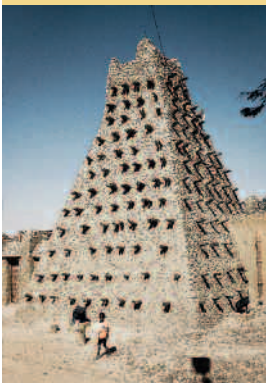
28 **Les catastrophes rapprochent les peuples**

Une délégation internationale s'est rendue en Valais pour s'inspirer des expériences de ce canton en matière de gestion des catastrophes

31 **Tempête de gypsophiles**

Carte blanche : la Mongole Gangaamaa Purevdorj Delgerinkhen évoque les fleurs qui tourbillonnent au printemps sur la steppe

CULTURE



32 **La force symbolique de Tombouctou**

Avec l'aide internationale, la Perle du désert reconstruit son précieux héritage culturel, vandalisé par les extrémistes islamistes

- 3 **Éditorial**
- 6 **Périscope**
- 27 **DDC interne**
- 34 **Service**
- 35 **Coup de cœur avec Didier Ruef**
- 35 **Impressum**

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

Éditorial



Développer des idées en veillant à leur faisabilité

« Le simple fait de ne pas avoir d'idées ne fait pas de vous un réaliste », écrivait Max Frisch, l'écrivain originaire de ma ville natale Zurich. J'ajouterais que le fait de perdre le sens des réalités ne fait pas non plus de vous un visionnaire. En tant que directeur de la DDC, j'ai tenté de m'en tenir à la maxime suivante : développer des idées en veillant à leur faisabilité. Arrivé au terme de mon mandat, je souhaite jeter un regard sur les six ans passés à la tête de l'institution. Non pas pour présenter un rapport d'activités, mais plutôt pour partager des idées, évoquer quelques souvenirs et envisager l'avenir.

La pauvreté, les États fragiles et les nouveaux risques mondiaux ont été d'actualité pendant ces six années. Lorsque je suis entré en fonction, en 2008, les Objectifs du Millénaire pour le développement se trouvaient à mi-parcours : le nombre de pauvres avait sensiblement diminué, mais les progrès étaient très inégaux. Dans les pays toujours livrés à des conflits et à des tensions, la pauvreté et la misère demeuraient invaincues.

États fragiles

Ces dernières années, le travail *dans* et *sur* les contextes fragiles a revêtu une importance croissante : des actions concrètes ont été menées, on a élaboré de nouvelles politiques et le thème a été débattu au niveau international. La Suisse a joué un rôle actif dans ce domaine. Peu d'agences de développement sont aussi proches des populations locales que nous et peu d'entre elles restent sur place aussi longtemps, même quand cela devient difficile. Grâce à sa neutralité et à sa crédibilité humanitaire, la Suisse dispose d'une marge de manœuvre, y compris dans les situations presque inextricables, si elle agit correctement.

Lorsque la guerre a éclaté en Syrie, la DDC a réagi très vite. Depuis début 2011, elle a affecté aux victimes de cette crise une aide dont le montant dépasse 85 millions de francs. Ce soutien et la défense du droit international humanitaire jouent un rôle crucial, même si le conflit doit être résolu au niveau politique. Sous une énorme pression, nous avons lancé dès 2011 des programmes en Égypte, en Tunisie et en Libye. Les révolutions arabes ont aussi eu d'importantes répercussions en Afrique subsaharienne, où nous avons dû réorienter et renforcer nos interventions. Je suis persuadé que nos activités aux côtés des personnes vivant dans des conditions extrêmes occuperont encore plus de place à l'avenir, que ce soit dans la Corne de l'Afrique, en Afghanistan, au Soudan du Sud ou ailleurs. Nous interviendrons également davantage dans des cas de catastrophes naturelles, comme nous l'avons fait en Haïti, au Pakistan et, plus récemment, aux Philippines.

Défis mondiaux

Dans les années qui ont suivi la crise financière et économique de 2008, les défis liés à la durabilité et à la raréfaction des ressources sur notre planète ont gagné en importance : accès à l'eau, aux matières premières et à l'énergie, changement climatique, sécurité alimentaire, migrations et problèmes sanitaires globaux. Ils exercent une grande influence sur la pauvreté dans le monde.

Les modèles classiques, qui misent sur le développement des capacités locales, ne suffisent pas à surmonter durablement ces problèmes. La logique Nord-Sud n'a plus cours. Voilà pourquoi la DDC s'est dotée dès 2009 de programmes globaux. Alliant expérience pratique et définition de la politique, ceux-ci déploient leur



Haiti 2010

efficacité avec des moyens financiers relativement limités. Ils interviennent là où l'effet de levier est optimal, donc pas nécessairement dans les pays les plus défavorisés, même si leur objectif reste d'améliorer le sort des pays et des populations pauvres. Les programmes globaux sont la plus grande innovation de la DDC de ces dernières années. Je suis persuadé que leurs approches recèlent un grand potentiel pour l'avenir.

L'Europe et la coopération avec l'Est

Depuis deux décennies, la Suisse soutient la transition des pays d'Europe de l'Est vers la démocratie, l'État de droit, le respect des droits de l'homme et l'économie de marché. Malgré quelques revers, les progrès sont patents. Lorsque je suis arrivé à la tête de la DDC, nous avons commencé de mettre en œuvre, en collaboration avec le Secrétariat d'État à l'économie (Seco), la contribution à l'élargissement de l'UE. Cet instrument de la politique européenne de la Suisse a été au cœur de nombreuses controverses sur le plan national.

Nouvelle stratégie

Pour concrétiser les nouvelles priorités, il a fallu revoir nos méthodes de travail et nos concepts. Les changements ont été repris dans la stratégie 2013-2016 en matière de coopération internationale. Ce texte marque un tournant dans l'histoire de la coopération au développement, de la coopération avec l'Est et de l'aide humanitaire de la Suisse. Pas seulement par son contenu, mais aussi parce qu'il regroupe pour la première fois toutes les activités de la DDC et du Seco. La stratégie se fonde sur une vaste consultation, menée bien au-delà de l'administration fédérale.

La réorganisation de la DDC, de 2008 à 2012, a préparé

et permis cette réorientation. À l'époque, d'aucuns ont pensé qu'elle précéderait la révision des contenus. C'était une erreur. Ils confondaient succession dans le temps et enchaînement logique. La réorganisation a été d'emblée axée sur la redéfinition des activités. Elle a créé les conditions institutionnelles pour la mise sur pied des programmes globaux, pour une meilleure harmonisation des activités multilatérales et bilatérales, et pour une nouvelle organisation du savoir. On a vérifié tous les programmes et projets. La collaboration au sein du DFAE et de l'administration fédérale s'est intensifiée. La réorganisation n'a pas seulement modifié des structures. Elle a aussi permis d'élaborer de nouveaux outils de travail, dont on ne percevra que dans l'avenir toute la portée et l'utilité.

Ce changement répondait aux souhaits du Parlement et d'une partie de l'opinion. Au fil du temps, nous sommes ainsi parvenus à renforcer la confiance dans la coopération au développement et à montrer que la Suisse peut être fière de sa contribution à la lutte contre la pauvreté. Ce résultat, nous le devons en particulier au débat sur la suisse, qui a animé les années 2009 et 2010.

« La géographie de la pauvreté évolue. La majeure partie des personnes défavorisées vivent dans des villes – et dans des pays à revenu intermédiaire. »

Reconnaissant ces efforts, le Parlement a décidé d'augmenter l'aide au développement, en lui consacrant 0,5% du revenu national brut à partir de 2015. Une telle hausse est unique dans l'histoire de la coopération suisse.

Vers un nouvel agenda du développement

La coopération internationale s'apprête aujourd'hui à franchir un cap comparable à celui qu'elle a doublé au début du millénaire. La géographie de la pauvreté évolue. La majeure partie des personnes défavorisées vivent dans des villes – et dans des pays à revenu intermédiaire. La mondialisation accroît les défis planétaires. Le délai fixé pour les Objectifs du Millénaire expire l'année prochaine. Voilà pourquoi nous avons préconisé très tôt et activement l'élaboration, au sein de l'ONU, d'un nouvel agenda international du développement qui tienne compte des trois piliers – économique, social et écologique – de la durabilité. Des objectifs

clairs et mesurables doivent être définis. Il faut aussi que les pays du Nord, et pas seulement ceux du Sud, changent de comportement. Le futur agenda international déterminera en outre les activités de la DDC. Grâce aux mesures prises ces dernières années, la DDC est parée pour l'avenir. Preuve en est la bonne appréciation qu'elle a obtenue début 2014 au terme de son examen par l'OCDE.

Quelques souvenirs personnels

Sur le plan personnel, ces six années ont été passionnantes, haletantes parfois, et marquées par des rencontres exceptionnelles. Ce qui restera le plus profondément gravé dans ma mémoire, ce sont les moments passés avec des collègues, aux côtés des personnes dont nous nous efforçons d'améliorer l'avenir : chaussé de bottes sales dans un réservoir d'eau en Moldavie ; secoué à l'arrière d'un *pick-up* dans l'Hindou Kouch ; couvert de sueur et assoiffé dans l'aridité de la Corne de l'Afrique ; autour du feu dans les yourtes de bergers mongols ; écoutant d'incroyables récits dans les bidonvilles latino-américains ; marchant dans les décombres et les gravats après le séisme en Haïti ; en discussion animée avec de jeunes chercheurs est-européens ; traversant, sac au dos, les rizières escarpées du Népal ;



Burkina Faso 2013



Népal 2009

écoutant les rires joyeux des enfants africains à l'ombre d'un baobab. Tout cela me laisse des souvenirs plus vivaces que des entretiens avec des ministres, des discours prononcés devant l'Assemblée générale de l'ONU ou le travail à la centrale à Berne.

Merci à tous !

Je ressens une profonde gratitude envers beaucoup de gens. Je tiens à remercier mes collègues pour leur fan-

tastique engagement et leur amitié. Je remercie les deux chefs de département qui m'ont permis d'accomplir mon travail en m'accordant leur confiance. Merci aussi aux institutions partenaires, aux œuvres d'entraide, aux organisations non gouvernementales et aux nombreuses personnes que j'ai eu l'occasion de rencontrer. La liste est longue.

Lorsque je représenterai la Suisse à Washington, je n'oublierai pas la DDC. L'aide humanitaire, la coopération au développement et la coopération avec l'Europe de l'Est occupent une grande place dans la politique étrangère suisse. Par bonheur, cette dernière poursuit des objectifs qui coïncident avec ceux de la DDC, à savoir l'éradication de la pauvreté et de la misère, le respect des droits de l'homme, la construction de la paix et la promotion de la démocratie. Notre tâche n'est ni technique ni administrative. Elle est centrée sur des êtres humains, que nous devons aider à prendre leur destin en mains. Pour mener cette mission à bien, il faut de l'ouverture d'esprit, de l'expérience politique, du courage et la faculté d'accepter les critiques.

En développant des idées et en veillant à leur faisabilité, nous façonnons également notre propre avenir.

Martin Dahinden
Directeur de la DDC

(De l'allemand)

Périscope



Maurice Ascanti/UNFPA

À l'école des maris modèles

(jls) Le Niger connaît l'un des taux de mortalité maternelle les plus élevés du monde. Toutes les deux heures, une femme meurt en accouchant. Cette hécatombe est due pour une large part au pouvoir des hommes, qui interdisent à leurs épouses de fréquenter les centres de santé. En partenariat avec le gouvernement nigérien, le Fonds des Nations Unies pour la population a lancé un programme de sensibilisation afin de remédier à la situation. Depuis 2007, il a créé 610 « écoles des maris » qui accueillent plus de 6000 hommes désireux de contribuer à l'évolution des mentalités. Deux fois par mois, les participants suivent des cours sur divers aspects de la santé reproductive. Après leur formation, ces bénévoles vont éduquer à leur tour les autres maris du quartier ou du village. Ils leur expliquent l'importance du suivi médical pendant la grossesse et l'accouchement, les sensibilisent à la contraception et à la prévention du sida. Cette initiative donne de bons résultats : un nombre croissant de femmes se rendent dans les dispensaires et les services de planning familial ; le taux d'accouchements assistés est en augmentation.

www.unfpa.org

La mondialisation profite aux pays riches

(bf) Ces deux dernières décennies, la mondialisation a surtout accru la prospérité dans le monde industrialisé. Les pays émergents et en développement en ont beaucoup moins profité. C'est ce que révèle une étude menée dans 42 États sur mandat de la fondation allemande Bertelsmann. L'interdépendance accrue des diverses parties du monde n'a pas réduit l'écart entre riches et pauvres. Le produit intérieur brut (PIB) par habitant des vingt pays les plus industrialisés a augmenté d'environ 1000 euros par an, tandis

que la hausse demeurait inférieure à 100 euros dans les pays émergents et en développement. Dans toutes les économies étudiées, la mondialisation a en principe accéléré la croissance. Cependant, l'augmentation en chiffres absolus du revenu par habitant est restée la plus faible dans les grands pays émergents (Afrique du Sud, Brésil, Russie, Mexique, Chine et Inde). www.bertelsmann-stiftung.de, chercher « Globalisierung »

Le paludisme monte en altitude

(bf) Des scientifiques de l'Université du Michigan ont

constaté qu'en raison du réchauffement climatique, le paludisme se propage à des altitudes plus élevées. Jusqu'ici, les régions de montagne étaient à l'abri de cette maladie tropicale, car l'agent pathogène et les moustiques qui le transmettent ne supportent pas le froid. Mais à présent, la maladie monte en altitude. Ce constat se base sur des études menées notamment en Éthiopie, où près de la moitié de la population vit dans des zones situées entre 1600 et 2400 mètres. Les chercheurs estiment qu'une élévation de 1 degré de la température peut se traduire par 3 millions de cas supplémentaires de paludisme par an chez les moins de quinze ans dans ce pays. « Avec le réchauffement climatique, il faut s'attendre à voir augmenter le nombre de personnes exposées au risque de malaria dans les zones montagneuses tropicales », confirme Mercedes Pascual, qui a dirigé ces travaux. Selon les données de l'Organisation mondiale de la santé, environ 307 millions de personnes ont contracté le paludisme en 2012 et 627 000 en sont mortes. La plupart des victimes sont des jeunes enfants africains.

www.umich.edu, chercher « malaria »



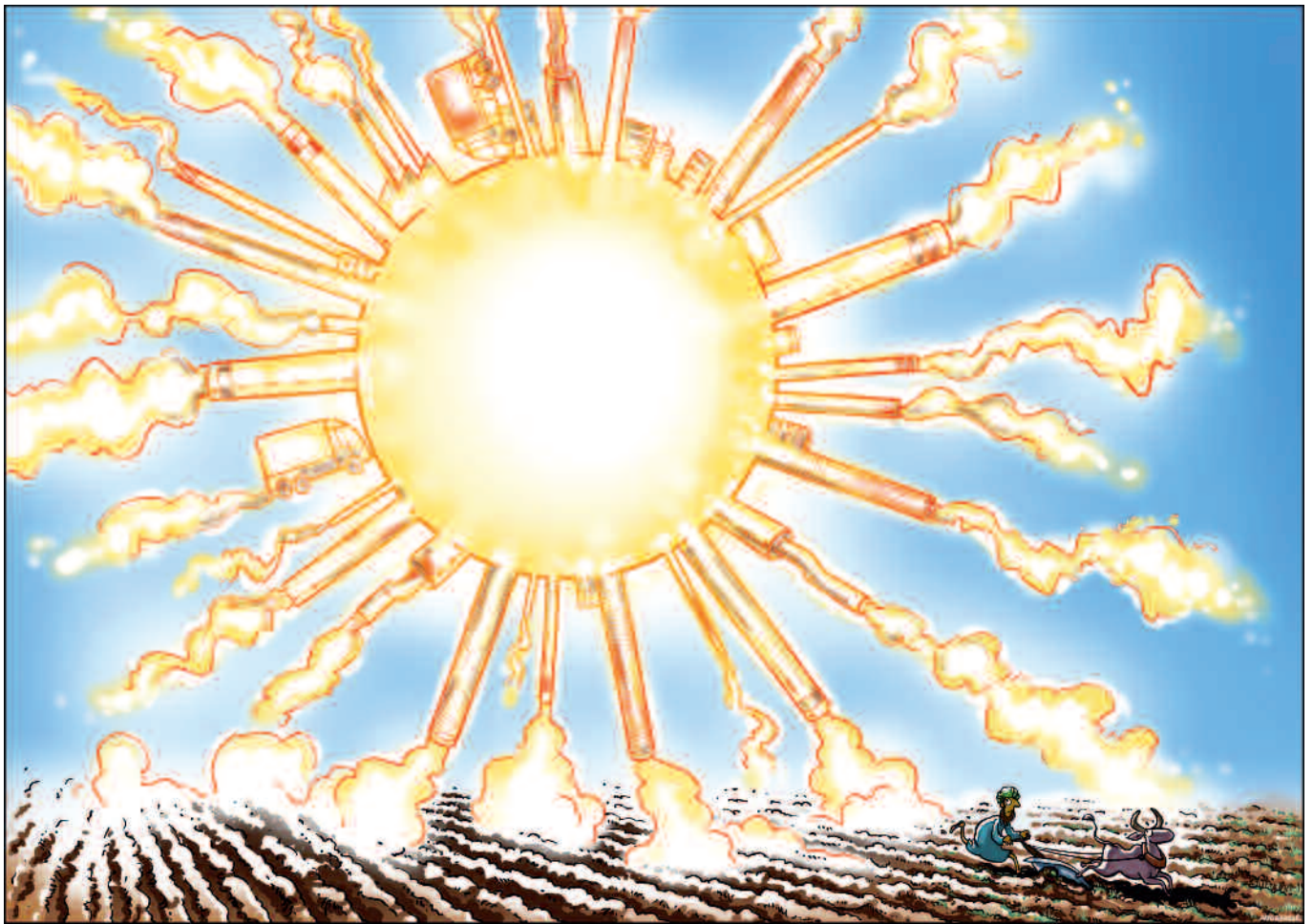
Jiro Osei-Fredux/laif

Stériliser les moustiques pour combattre la dengue

(gn) En avril dernier, le Brésil est devenu le premier pays à autoriser la dissémination de moustiques transgéniques. Il entend ainsi combattre la dengue. Cette infection virale, transmise principalement par le moustique *Aedes aegypti*, gagne du terrain partout dans le monde. Il n'existe ni médicament pour la traiter ni vaccin pour la prévenir. La firme britannique Oxitec propose une solution qui consiste à modifier la structure génétique des mâles pour stopper la reproduction : ces insectes peuvent alors féconder des femelles, mais leur progéniture meurt avant d'atteindre l'âge adulte. Lors d'un essai réalisé au Brésil, la population d'*Aedes aegypti* aurait reculé de 79%. L'entomologiste Mohamed Habib, de l'Université Campinas à São Paulo, doute toutefois qu'il soit possible de la contrôler durablement de cette manière : « On relâche dans la nature des millions de moustiques génétiquement modifiés, mais des millions d'autres sont déjà présents et chaque femelle pond 300 œufs. » De nombreux scientifiques critiquent en outre le manque d'études sur les effets à long terme de la dissémination de moustiques transgéniques.

Boom des dons en ligne

(gn) De plus en plus de gens collectent des fonds sur Internet pour financer des projets et réaliser leurs rêves. Le financement participatif ou *crowdfunding* a le vent en poupe. Il ouvre de nouvelles perspectives à la coopération au développement. « C'est un excellent moyen d'attirer l'attention sur les problèmes des pays émergents et en développement », affirme Dave Bazler, un entrepreneur australien qui a récolté ainsi 10 000 euros pour fabriquer et com-



mercier des sacs en coton indien. Une étude réalisée par l'agence allemande de coopération internationale (GIZ) identifie d'autres avantages encore : les internautes ne soutiennent que les projets qu'ils jugent utiles et apportent souvent de nouvelles idées. Elle souligne cependant que le financement participatif n'est pas à la portée de tous : le montant à déboursier pour présenter un projet est considérable ; de plus, il faut disposer d'un accès à Internet, une condition qui est loin d'être remplie partout dans les pays du Sud.

www.10innovations.alumniportal.com

Un envahisseur transformé en briquettes

(jls) La construction du barrage anti-sel de Diamas, dans le delta

du fleuve Sénégal, a créé des conditions propices à la prolifération du *Typha australis*. Cette plante de la famille des roseaux a colonisé 50 000 hectares de surfaces agricoles et piscicoles. Sa présence a des conséquences néfastes sur l'agriculture, la pêche et l'environnement. Pour lutter utilement contre l'envahisseur, l'Institut supérieur d'enseignement technologique (Iset) de Rosso, en Mauritanie, a eu l'idée d'exploiter cette biomasse à des fins énergétiques. Il a conçu un procédé artisanal qui permet de transformer le typha en charbon à usage domestique : une fois coupés, les roseaux sont séchés, carbonisés et compactés en briquettes. Celles-ci sèchent ensuite au soleil. En partenariat avec l'ONG française de développe-

ment Gret, l'institut a créé des unités pilotes de production dans trois villages du sud-ouest de la Mauritanie. La valorisation du typha présente plusieurs intérêts : la coupe des plantes permet de dégager l'accès aux zones de pêche ; la fabrication et la vente des briquettes génèrent des em-

plois et des revenus au niveau local ; enfin, ce combustible biologique se substitue au charbon de bois, ce qui freine la déforestation.

www.iset.mr ou www.gret.org



Gret

Une chaleur qui ralentit le développement

Le changement climatique affecte de manière disproportionnée les populations défavorisées. Il menace d'anéantir les efforts de réduction de la pauvreté. Les pays du Sud ont besoin d'une aide substantielle pour s'adapter à ses conséquences négatives, mais aussi pour se développer en émettant le moins possible de gaz à effet de serre. De Jane-Lise Schneeberger.



DOSSIER

En émettant d'énormes quantités de gaz à effet de serre, les grandes villes – comme Le Caire – contribuent bien plus que les zones rurales au réchauffement climatique.

La concentration dans l'atmosphère de dioxyde de carbone (CO₂) et d'autres gaz à effet de serre est plus élevée que jamais. Elle a fait déjà monter la température moyenne mondiale de 0,9 degré par rapport au début de l'ère industrielle, ce qui provoque des dérèglements considérables du climat. Les climatologues tirent la sonnette d'alarme : si la hausse dépasse 2 degrés, il faut s'attendre à des pénuries alimentaires de grande ampleur, à des vagues de chaleur sans précédent et à des phéno-

mènes météorologiques extrêmes encore plus intenses et fréquents qu'aujourd'hui. « Malheureusement, les tendances indiquent que nous ne parviendrons pas à rester au-dessous de cette limite. Nous allons vers un réchauffement de 4 ou 5 degrés d'ici la fin du siècle. Il ne nous restera plus qu'à nous adapter, mais cela deviendra toujours plus difficile », craint Anton Hilber, coresponsable du Programme global changement climatique (PGCC) de la DDC.

Menaces sur la sécurité alimentaire

Les impacts du réchauffement se font déjà sentir partout sur la planète, mais les pays en développement en souffrent plus que les autres. Faute de moyens, les populations pauvres ne peuvent pas se préparer aux sécheresses, inondations, typhons et autres catastrophes climatiques. Par la suite, elles s'en remettent très lentement. Ces événements extrêmes occasionnent des pertes considérables non seulement en vies humaines, mais également en bétail, infrastructures et terres agricoles. Ils ont déjà provoqué le déplacement, temporaire ou défini-

pèces qu'aujourd'hui. Beaucoup de paysans vont perdre leur unique source de revenus», souligne Yuka Greiler, du PGCC. Le café arabica en est un exemple. Très sensible à la chaleur, il pourrait disparaître complètement d'ici 2080. Dans les montagnes éthiopiennes, plus de 700 000 familles vivent de cette production. La hausse des températures réduit également le rendement des denrées alimentaires, comme le blé et le maïs. Quand la pénurie fait grimper les prix, ces produits de base deviennent inabordables pour les familles pauvres. Les animaux, eux aussi, sont affectés. Certaines es-



En Éthiopie, plus de 700 000 familles vivent de la culture du café arabica. Sensible à la chaleur et à l'humidité, cette plante pourrait disparaître d'ici quelques décennies.

tif, de millions de personnes. Et le nombre de réfugiés climatiques ne cesse d'augmenter.

Si les populations défavorisées sont particulièrement vulnérables, c'est aussi parce qu'elles vivent généralement de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche ou de la foresterie. Elles dépendent donc des ressources naturelles, qui sont directement exposées aux aléas climatiques. «De nombreux végétaux ne survivront pas aux changements en cours. On ne pourra plus cultiver demain les mêmes es-

pèces vont même disparaître. Les poissons, qui ont la chance de pouvoir migrer facilement, fuient les eaux devenues trop chaudes des océans tropicaux et partent en direction des pôles. Conséquence : d'ici 2050, les pêcheurs de ces régions verront leurs prises chuter de 40%.

Une nouvelle dimension du développement

Ces phénomènes compromettent la sécurité alimentaire et menacent d'annuler les efforts dé-

Des îles bientôt englouties

Le niveau des mers est déjà monté de 20 cm depuis le début de l'ère industrielle. Il pourrait encore gagner entre 29 et 82 cm d'ici la fin du siècle. L'eau a déjà envahi des terres agricoles et des villages dans les zones côtières, obligeant les habitants à se déplacer. Les îles de faible altitude vont perdre progressivement une partie de leur littoral. Certaines finiront par être complètement englouties. Une quarantaine de petits États insulaires ont constitué une alliance pour faire entendre leur voix dans les négociations internationales. Ils réclament la mise sur pied d'un mécanisme d'indemnisation pour les pertes et les dommages qu'aucune mesure d'adaptation ne peut éviter. La montée des eaux menace aussi les grandes métropoles côtières qui pourraient subir des dégâts considérables d'ici quelques décennies.



Paule Saux/Hemis/Tratt

La production du charbon, comme ici au Mali, contribue au déboisement de précieuses forêts. En bas : de nombreux instituts de recherche (ici au Kenya) travaillent à mettre au point des variétés de céréales ou de légumes résistant aux aléas climatiques.

Assurances contre les risques climatiques

Lorsqu'ils sont victimes d'une inondation, d'une sécheresse ou d'une vague de chaleur, les petits paysans peuvent se retrouver totalement démunis. Rares sont ceux qui ont les moyens de s'assurer contre ces risques. C'est pourquoi, depuis une dizaine d'années, la coopération internationale soutient la mise en place de micro-assurances climatiques. Ces mécanismes novateurs se basent sur des indices tels que la pluviométrie ou la température, et non sur l'évaluation des pertes individuelles. Ils sont dès lors moins onéreux que les assurances classiques. La DDC participe ainsi à un partenariat public-privé qui est en train de créer un tel système dans sept pays d'Asie. Dès 2016, environ 5 millions de riziculteurs pourront bénéficier d'une assurance contre les pertes de récoltes dues aux catastrophes climatiques.

ployés pour combattre la pauvreté. « Le changement climatique va rendre le développement beaucoup plus complexe et en augmenter le coût. Aujourd'hui, tous les acteurs de la coopération doivent s'en préoccuper. C'est une réalité qui nous oblige à repenser nos approches, nos pratiques et la conception de nos projets », souligne Marianne Fay, économiste en cheffe pour le développement durable à la Banque mondiale. À l'avenir, il conviendra de prendre en compte systématiquement cette nouvelle dimension dans les activités du développement. Les donateurs s'assureront ainsi que leurs projets ne risquent pas d'accroître la vulnérabilité des populations ou d'aggraver la situation. Par exemple, la réhabilitation d'une route emportée par un glissement de terrain ou une inondation pourrait favoriser l'installation de nouveaux habitants dans une zone à risque. Dans les régions côtières, l'élévation du niveau de la mer sera un élément essentiel à prendre en compte dans la planification de nouvelles infrastructures ou le développement de zones urbaines.

Miser sur la prévention

La coopération est également appelée à mener des actions spécifiquement axées sur la gestion des risques climatiques. « Actuellement, les donateurs ont tendance à financer surtout l'aide humanitaire déployée après les catastrophes. Ils devraient investir davantage dans la prévention », souhaite Marianne Fay. En la matière, les mesures à prendre

sont multiples. Elles vont de l'installation de systèmes d'alerte précoce à la construction de diverses infrastructures, telles que barrages, digues, canaux d'irrigation, systèmes de drainage ou abris anti-cycloniques. Dans les pays côtiers fortement exposés aux inondations et aux tempêtes, comme le Bangladesh, le reboisement des mangroves dégradées permet de protéger le littoral.

Des travaux scientifiques sont également indispensables pour accompagner l'adaptation des pratiques agricoles. Les quinze instituts de recherche du CGIAR travaillent depuis longtemps sur les problèmes du Sud. Ce réseau mondial, cofinancé par la DDC, met au point des variétés de céréales ou de légumes résistants à la sécheresse, à la chaleur ou à d'autres formes de stress climatique. La transmission de ce savoir aux paysans, en revanche, ne va pas de soi : les pays en développement ne disposent pas toujours de services de vulgarisation agricole suffisamment efficaces pour en assurer la diffusion.

Les faiblesses administratives constituent aussi un handicap lorsqu'il s'agit d'établir des plans nationaux d'adaptation. « Planifier la riposte au changement climatique est un travail très complexe »,



Sven Torfinn/ici



Franck Guizou/Inemis/afp

Dans les pays côtiers, comme le Bangladesh, le reboisement des mangroves peut protéger le littoral contre les inondations et les tempêtes.

relève Yuka Greiler. « Cela exige des bases de données météorologiques, des experts et un système de gouvernance très avancé. Tant d'éléments qui font souvent défaut dans les pays en développement. » La coopération internationale fournit un appui technique et financier à la formulation de telles stratégies ainsi qu'à leur mise en œuvre.

Vers des économies sobres en carbone

L'adaptation aux conséquences du changement climatique ne suffit pas. Il convient parallèlement de l'atténuer en s'attaquant à ses causes. Or, les pays industrialisés ne sont plus les seuls responsables des rejets de gaz à effet de serre (GES). Ceux du Sud, notamment la Chine et l'Inde, sont en train d'augmenter rapidement leurs émissions. « Les pays en développement aspirent eux aussi à la prospérité. Pour y parvenir, ils appliquent le seul modèle de croissance que l'on connaisse actuellement et qui est basé sur une consommation immodérée d'énergies fossiles. Nous devons les aider à évoluer vers des économies plus sobres en carbone et à ne pas commettre les mêmes erreurs que nous », note Anton Hilber. De nombreux donateurs soutiennent ce virage énergétique.

La coopération économique suisse, mise en œuvre par le Secrétariat d'État à l'économie (Seco), est très active dans ce domaine. Elle recherche des voies de développement qui réduisent les émissions de GES tout en améliorant les conditions de vie de la population. Elle met l'accent sur l'amé-

lioration de l'efficacité énergétique, la promotion des énergies renouvelables et l'élaboration de mécanismes innovants de financement.

Un important déficit de financement

Les fonds alloués actuellement aux actions climatiques dans les pays en développement sont très inférieurs aux besoins. Selon la Banque mondiale, l'adaptation coûtera environ 100 milliards de dollars par an d'ici 2050 et la transition énergétique exigera des investissements initiaux à hauteur de 500 milliards par an. « Ce sont là des ordres de grandeur qui peuvent changer en fonction de l'évolution du climat », précise Marianne Fay. « Plus nous investirons dans l'atténuation du changement climatique, moins nous aurons à dépenser pour l'adaptation. »

Une grande partie des capitaux nécessaires viendront du secteur privé. « L'aide au développement n'est pas en mesure de financer, à elle seule, le tournant énergétique. Une utilisation intelligente des budgets publics peut toutefois susciter des investissements privés », souligne Anton Hilber. Les pays industrialisés se sont engagés à mobiliser 100 milliards de dollars par an auprès de diverses sources, à partir de 2020, pour financer les interventions climatiques dans les pays en développement. Le nouveau Fonds vert pour le climat sera chargé de gérer cette somme colossale qui, si elle est réellement déboursée, décuplera les efforts actuels. ■

Mollusques et coraux menacés

Les océans absorbent un quart du CO₂ rejeté par l'homme dans l'atmosphère. Le stockage de ce gaz freine le réchauffement climatique, mais augmente le taux d'acidité de l'eau. Celui-ci a déjà grimpé de 30% et il pourrait tripler d'ici 2050 si les émissions se poursuivent au rythme actuel. Au-delà d'un certain seuil, l'eau devient corrosive pour les organismes marins dont la coquille, le squelette ou la structure est faite de calcaire. C'est le cas des mollusques (moules, huîtres, etc.), des crabes, mais aussi des coraux. Victimes d'une eau toujours plus acide et plus chaude, ces derniers blanchissent, puis meurent. Un cinquième des récifs coralliens ont déjà disparu. Or, ces écosystèmes constituent l'habitat de nombreuses espèces de poissons, protègent le littoral et génèrent d'importants revenus touristiques.

L'inaction ne fait qu'augmenter les risques

Les mesures prises jusqu'ici pour réduire les émissions de CO₂ ne sont pas suffisantes. Christiana Figueres, secrétaire exécutive de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), appelle à une large mobilisation mondiale. C'est, selon elle, la seule manière d'éviter une hausse catastrophique des températures. Entretien avec Jane-Lise Schneeberger.



Christiana Figueres, âgée de 58 ans, est née au Costa Rica. Elle est titulaire d'un master en anthropologie de l'École d'économie de Londres. Après avoir travaillé à l'ambassade du Costa Rica en Allemagne et occupé des postes à responsabilité dans plusieurs ministères de son pays, elle s'est installée en 1989 à Washington, où elle a dirigé l'initiative Énergie renouvelable dans les Amériques et fondé le Centre de développement durable des Amériques. De 1995 à 2009, M^{me} Figueres a fait partie de l'équipe costaricaine de négociations sur le climat. Elle a siégé au conseil d'administration du Mécanisme pour un développement propre en 2007 et a été vice-présidente du bureau de la CCNUCC en 2008-2009. L'année suivante, elle a été nommée secrétaire exécutive de la convention.



Il est urgent d'agir pour freiner le réchauffement climatique, par exemple en équipant les véhicules de moteurs moins polluants. L'argent et les technologies nécessaires sont disponibles, mais la volonté politique fait défaut.

Un seul monde: Peu après votre arrivée à la tête de la CCNUCC, vous aviez comparé les négociations sur le climat à une tapisserie qu'il fallait tisser rapidement. Quatre ans après, à quoi ressemble cet ouvrage?

Christiana Figueres: La tapisserie s'est agrandie et elle est plus colorée qu'à l'époque. L'accord de Cancún, en 2010, a créé trois nouvelles institutions – dont le Fonds vert pour le climat (FVC) – qui fourniront aux pays en développement le financement et les technologies dont ils ont un urgent besoin pour faire face au changement climatique. Le Protocole de Kyoto a été prolongé. Et maintenant, nous sommes en train d'élaborer un nouvel accord universel qui devrait être adopté à Paris en 2015. Mais d'autres fils essentiels manquent encore pour

tisser une tapisserie durable. Gouvernements, entreprises, investisseurs, villes et citoyens doivent s'impliquer davantage. Je voudrais qu'une véritable lame de fond se lève dans tous les secteurs.

Après l'échec de Copenhague, la conférence de Paris sera-t-elle celle de la dernière chance?

Cela prendra encore beaucoup de temps pour que nous puissions tirer un trait sur le changement climatique et dire que c'est un problème résolu. Mais aujourd'hui, nous avons l'occasion de rompre avec l'inaction et le défaitisme du passé. La conférence de Paris sera une chance historique pour les États de conclure un accord qui place le monde sur la bonne voie. Ce traité devra créer des mécanismes permettant d'accélérer le rythme des efforts actuels,

afin que les émissions commencent à diminuer dès que possible. Pour pouvoir entériner un accord à Paris, nous avons besoin d'une première ébauche sur la table des négociations qui se dérouleront en décembre prochain à Lima.

En attendant, la température monte inexorablement. Est-il encore possible de limiter sa hausse à 2 degrés?

Nous suivons actuellement une trajectoire très dangereuse. Il est urgent d'agir, car au-delà de 2 degrés, les impacts du réchauffement deviendront ingérables pour l'humanité. Les efforts déployés jusqu'ici par les gouvernements sont insuffisants. Nous avons l'argent et les technologies nécessaires pour réduire les émissions. Ce n'est pas une question de ressources, mais de volonté. Chaque jour qui passe sans que nous agissions augmente le prix que nous aurons à payer demain : catastrophes climatiques, insécurité alimentaire, pénuries d'eau... Cependant, la tendance va dans la bonne direction. Il existe déjà plus de 500 lois nationales sur le climat dans soixante pays. Le coût des énergies renouvelables dégringole. Et les investissements cumulés dans les énergies propres atteignent 1000 milliards de dollars.

Pour l'instant, la croissance économique va de pair avec une consommation accrue d'énergies fossiles. Que répondez-vous aux pays en développement qui réclament un «droit de polluer» pour rattraper leur retard sur le monde industrialisé?

Les pays en développement placent à juste titre la croissance en tête de leurs priorités. En même temps, ils reconnaissent que leurs populations n'échapperont pas à la pauvreté si l'on n'apporte pas une réponse globale au changement climatique. En outre, je n'en vois aucun qui voudrait rater les énormes possibilités liées à la transition vers une économie sobre en carbone. Ils ont l'occasion de sauter l'étape des technologies polluantes et obsolètes, pour passer directement aux énergies renouvelables. Mais soyons clairs : cette transformation n'aura pas lieu sans le soutien financier et technologique des pays riches. Ces derniers ont recueilli pendant 150 ans les fruits de l'industrialisation. Ils doivent maintenant aider les autres à éviter un développement à forte intensité de carbone, dont on sait à quel point il est dangereux.

Leur aide passera notamment par le FVC. Ce nouvel instrument va-t-il consolider le paysage morcelé du financement climatique? Remplacera-t-il des mécanismes existants, tels les Fonds d'investissement climatique?



Photo: Pottens/vor Terra Mater/afaf

L'expérience montre que les populations locales prennent soin des forêts (ici en Éthiopie) lorsqu'elles disposent de droits d'exploitation.

Ces fonds, administrés par la Banque mondiale, sont assortis de clauses de caducité. Ils cesseront donc leurs opérations dès que le FVC sera pleinement opérationnel. Leur grand mérite est d'avoir montré que des capitaux publics peuvent avoir un puissant effet de levier sur les investissements privés. Ce sera l'une des tâches principales du FVC. Il devra utiliser les apports des donateurs publics comme un catalyseur pour mobiliser le secteur privé et canaliser ainsi d'importants flux financiers vers des actions climatiques dans les pays en développement.

Une bonne partie des ressources publiques affectées au climat viennent des budgets de l'aide au développement. Ne craignez-vous pas que cet argent soit soustrait aux efforts de réduction de la pauvreté?

La lutte contre le changement climatique et l'éradication de la pauvreté sont des alliés naturels. Quand on investit dans les forêts pour qu'elles stockent du carbone, cela profite aussi au développement : les arbres garantissent l'approvisionnement en eau, limitent l'érosion du sol agricole et accroissent la biodiversité, laquelle rend de multiples services. De même, les projets de technologies propres peuvent générer beaucoup d'emplois et réduire les problèmes de santé causés par la combustion d'énergies fossiles. Notre seule autre option est alarmante : si le monde ne parvient pas à réduire ses émissions, la pauvreté et la faim frapperont beaucoup plus de gens qu'aujourd'hui. ■

(De l'anglais)

Vingt ans de négociations sur le climat

La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) est entrée en vigueur en 1994. Elle vise à « stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique ». Les 195 États signataires se réunissent chaque année pour faire le point sur son application, la compléter et négocier des mesures concrètes. C'est ainsi que 37 pays industrialisés se sont engagés, dans le cadre du Protocole de Kyoto, à réduire de 5% leurs émissions de gaz à effet de serre entre 2008 et 2012. Le protocole a ensuite été renouvelé, mais sans la participation de plusieurs grands pays émetteurs. La communauté internationale a accepté de finaliser en 2015 un nouvel accord qui s'appliquera cette fois à toutes les nations.

Partager les solutions à des défis planétaires

L'échange de savoir est essentiel dans la lutte contre le changement climatique, car les problèmes sont souvent les mêmes dans différentes régions du monde. La DDC soutient la diffusion la plus large possible de solutions. Ses activités dans ce domaine, qui visent à atténuer les causes et les conséquences du réchauffement, contribuent également à réduire la pauvreté.



Nadine Salzmann

Comme tous les glaciers du monde, ceux des Andes sont en train de fondre. Le Pérou s'intéresse aux connaissances acquises dans les Alpes par les glaciologues suisses.

Développement compatible avec le climat

Les pays donateurs se sont engagés au niveau international à tenir compte du changement climatique et des risques de catastrophes dans leurs activités de coopération. La DDC, comme d'autres agences de développement, a élaboré un guide pratique qui doit aider ses collaborateurs et les partenaires de ses projets à respecter cet engagement : les *Lignes directrices sur l'intégration du climat, de l'environnement et de la réduction des risques de catastrophes* (Cedrig). Cet instrument permet d'analyser les programmes, afin de vérifier d'une part s'ils sont exposés à un désastre découlant de variations climatiques ou d'une dégradation de l'environnement, d'autre part s'ils ont un impact sur les émissions de gaz à effet de serre ou sur l'environnement.

www.sdc-drr.net/cedrig

(jls) Les projets de développement traditionnels ne suffisent plus à répondre à des défis d'envergure planétaire. Pour les compléter, la DDC a créé en 2009 quatre programmes globaux. Le Programme global changement climatique (PGCC) recherche un impact maximum en combinant trois approches complémentaires. La première consiste à mettre en œuvre des projets novateurs au niveau local : en collaboration avec des partenaires issus du secteur privé, d'institutions publiques – notamment d'autres offices fédéraux – et des milieux scientifiques, le PGCC élabore sur le terrain des réponses au changement climatique. La deuxième approche est le transfert de savoir et de compétences, du Nord

vers le Sud, mais également entre les pays du Sud. Troisièmement, le programme contribue à la définition des politiques climatiques, tant au niveau national qu'international. Il participe aux négociations multilatérales sur le climat.

Savoir spécifique de la Suisse

Selon Jean-Bernard Dubois, coresponsable du PGCC, il est important d'établir des ponts entre les populations locales confrontées au changement climatique, les gouvernements et les négociateurs qui fixent le cadre multilatéral. « Chacune de ces trois planètes gravite séparément, en ignorant ce que font les deux autres. Nous n'arriverons à rien



Nadine Salzmänn



Alfredo Llamas Guillen/Carre Peru-Ancash

Des scientifiques péruviens et suisses font des mesures sur le glacier Suyuparina, dans la Cordillère Vilcanota (à gauche). Ils ont également installé un système d'alerte précoce à proximité d'un lac glaciaire dans la Cordillère blanche (à droite).

tant qu'elles ne communiqueront pas. Les dirigeants, en particulier, doivent connaître les besoins et les préoccupations des habitants pour prendre de bonnes décisions. » C'est pourquoi le PGCC tient à conserver un ancrage opérationnel : « L'expérience acquise sur le terrain nourrit le dialogue politique que nous menons sur le plan international. » Les 42 projets du PGCC se concentrent sur l'Inde, la Chine, l'Afrique du Sud et le Pérou. Ils concernent principalement des domaines dans lesquels la Suisse dispose d'un important savoir-faire, comme la glaciologie, la gestion de l'eau, la prévention des risques, les économies d'énergie, la foresterie et la pollution de l'air.

Des châteaux d'eau bientôt à sec

Ainsi, l'Inde, la Chine et le Pérou possèdent tous trois des glaciers qui, comme ceux des Alpes, sont en train de fondre à vue d'œil. Ils ont un intérêt à collaborer avec la Suisse dans ce domaine. Le PGCC a donc lancé des projets visant à observer les glaciers et à évaluer les problèmes posés par le réchauffement, notamment la pénurie d'eau, dans les Andes et l'Himalaya.

Nadine Salzmänn, glaciologue aux universités de Fribourg et Zurich, est coresponsable du consortium scientifique qui réalise ces travaux au Pérou et en Inde. « Grâce aux recherches effectuées sur

les Alpes, nous avons une solide expertise en matière climatique », dit-elle. « Nous transmettons ce savoir aux scientifiques locaux, afin qu'ils puissent par la suite observer eux-mêmes le comportement des glaciers. De leur côté, ils connaissent bien le contexte social, ce qui est très important pour l'élaboration de mesures d'adaptation. » Le renforcement de capacités est une composante importante des projets. Dans les deux pays, des cours de glaciologie ont été mis sur pied pour former les experts de demain.

Au Pérou, le consortium suisse a aussi aidé des ingénieurs locaux à mettre en place un système d'alerte précoce au bord d'un lac glaciaire, la Laguna 513, dans la Cordillère blanche. La chute d'énormes blocs de glace l'a déjà fait déborder à plusieurs reprises, provoquant des crues dévastatrices. Désormais, la municipalité de Carhuaz, ville située à quelques kilomètres de là, reçoit des informations en temps réel. En cas de danger, elle peut évacuer la population.

Par ailleurs, des systèmes de mesure ont été installés sur d'autres glaciers, afin d'observer leur recul et de prévoir la diminution des ressources en eau. « Depuis des siècles, les gens comptaient sur l'eau de fonte pendant la saison sèche. Mais aujourd'hui, elle arrive de manière irrégulière et en quantité variable, ce qui perturbe le calendrier des cultures »,

Échanges entre professionnels

Le réseau Climate Change and Environment (CC&E) a été créé par la DDC afin de favoriser l'intégration de l'atténuation et de l'adaptation au changement climatique dans ses activités et celles de ses partenaires. Il compte plus de 200 membres internes et externes (ONG, chercheurs, consultants, secteur privé). C'est une communauté de professionnels qui partagent leurs expériences, leurs informations et mènent un dialogue thématique. Ils se fournissent un appui mutuel dans le but d'améliorer la qualité de leur travail. Le réseau CC&E permet d'accroître le savoir de tous les acteurs concernés. Ses membres contribuent également à attirer l'attention des décideurs et des citoyens sur les questions climatiques. www.sdc-climateand-environment.net



À Santiago du Chili, plus de 3000 bus ont été équipés de filtres à particules.

note Nadine Salzmann. « D'ici vingt ou trente ans, certains glaciers pourraient avoir complètement disparu. Nos travaux doivent aider la population et les autorités à s'y préparer. »

Double bénéfice

Qu'ils portent sur l'adaptation au changement climatique ou sur son atténuation, les projets suisses ont un double bénéfice, assure Jean-Bernard Dubois : « Tout ce que nous faisons au nom du climat profite également au développement, car les populations pauvres sont les plus vulnérables aux aléas climatiques. »

Les activités réalisées dans le secteur forestier en sont un exemple. Le PGCC soutient un réseau international créé par l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean), afin de promouvoir la contribution de la « foresterie sociale » à la lutte contre le changement climatique. Selon cette approche, l'État confie aux communautés locales la gestion des forêts et des arbres. L'expérience a montré que les riverains, dans la mesure où ils disposent de droits d'exploitation, prennent soin de ces espaces dont dépend leur revenu. Une forêt bien gérée absorbe du CO₂ tout en fournissant des produits et des services à la population.

Le réseau recense les projets existants au niveau local et les met à disposition de tous les États de l'Asean. Selon Patrick Sieber, du PGCC, la collaboration avec une organisation régionale permet de transposer à une grande échelle des solutions innovantes : « Si l'Asean décide d'intégrer la foresterie sociale dans sa stratégie d'adaptation et d'atténuation du changement climatique, cette approche sera mise en œuvre dans ses dix pays membres. » La moitié de ce vaste territoire est encore couverte de forêts, mais la déforestation y progresse à un rythme alarmant.

Des filtres au bout du tunnel

La technologie des filtres à particules est un autre

domaine dans lequel la Suisse dispose de compétences spécifiques. Elle a été dans les années 90 l'un des premiers pays à s'attaquer au problème posé par les gaz d'échappement des moteurs diesel. Soucieuse de protéger la santé des ouvriers qui travaillaient alors au percement de tunnels ferroviaires, la Confédération a incité l'industrie à mettre au point des filtres capables de retenir plus de 97% des particules ultrafines émises par les machines de ces chantiers.

Aujourd'hui, le PGCC facilite le transfert de cette expertise vers des métropoles du Sud qui souhaitent réduire la pollution atmosphérique. Dans le cadre de partenariats public-privé, il aide les autorités à élaborer un cadre normatif et à le mettre en œuvre. Un premier projet, réalisé par la DDC de 2004 à 2009, a permis d'équiper de filtres plus de 3000 bus dans la capitale chilienne Santiago. Son succès a suscité l'intérêt de plusieurs autres villes d'Amérique du Sud ainsi que de Chine, désireuses de moderniser leurs bus ou leurs machines de chantiers. Des projets similaires ont donc démarré à Pékin, Nanjing, Xiamen (Chine) et à Bogotá (Colombie).

« On sait maintenant que les particules fines sont cancérigènes et provoquent des maladies respiratoires. Partout dans le monde, les pouvoirs publics réalisent qu'ils doivent protéger la santé de leurs citoyens », commente René Grossmann, chef du groupe d'experts chargés de conseiller ces projets. Ce que l'on sait moins, en revanche, c'est que ces poussières de suie sont aussi un important facteur du réchauffement de l'atmosphère et qu'elles accélèrent la fonte des glaciers en se déposant à leur surface. « Équiper les véhicules de filtres est une mesure absolument nécessaire pour des raisons sanitaires, mais elle profite aussi au climat. » ■

Rapport d'efficacité de la coopération suisse

De 2000 à 2012, la DDC et le Secrétariat d'État à l'économie (Seco) ont consacré environ 1,32 milliard de francs à des interventions dans le domaine du changement climatique. Dans un rapport conjoint publié récemment, ils examinent l'efficacité de leurs activités bilatérales et multilatérales durant la période considérée. Le document rend compte également des fonds additionnels dont dispose la coopération suisse depuis 2011 dans ce domaine. En relevant l'aide au développement à 0,5% du revenu national brut, le Parlement a en effet accordé 125 millions de francs supplémentaires aux mesures en faveur du climat. Cette somme se partage entre la DDC et le Seco à parts pratiquement égales. www.ddc.admin.ch, « Documentation », « Publications »

Des pluies de plus en plus imprévisibles

Le changement climatique a détraqué le cycle hydrologique. Les pluies sont toujours plus irrégulières. Les inondations et les sécheresses augmentent en fréquence et en intensité. Les populations locales s'adaptent tant bien que mal à l'excédent ou à la pénurie d'eau. Elles recourent à diverses stratégies pour en limiter les impacts négatifs sur leurs vies et leurs biens.

(jls) Les pluies ont tendance à diminuer dans les zones arides et à augmenter dans les zones humides, mais en se concentrant sur des périodes plus courtes que par le passé. De ce fait, de nombreux pays sont confrontés la même année aussi bien à des inondations qu'à des sécheresses. Le cycle hydrologique se caractérise surtout par sa grande variabilité, qui affecte en particulier l'agriculture pluviale. « Les paysans ne peuvent plus se fier au rythme des saisons pour planifier leurs cultures », constate Daniel Maselli, du Programme global Changement climatique de la DDC. « Si les pluies arrivent trop tôt, les champs ne sont pas encore labourés. Si elles ont du retard, les semences ne prennent pas. Parfois, la pluie s'interrompt après quelques jours. Dans ce cas, les jeunes plants s'assèchent et la récolte est perdue. »

Trop d'eau ou pas assez

Partout dans le monde, les populations rurales s'efforcent de s'adapter à la nouvelle donne climatique. Dans les zones arides, elles construisent des barrages ou stockent l'eau de pluie dans de petits bassins, afin de pouvoir irriguer leurs champs. Dans les zones inondables, elles surélevaient maisons et greniers pour éviter le pire.

La perturbation du régime des pluies exige une modification des pratiques agricoles. Elle peut conduire les paysans à différer la date des semis ou des récoltes, ou à se tourner vers d'autres cultures. Le manioc ou le millet, par exemple, résistent mieux que d'autres céréales à la sécheresse. Certaines variétés de riz supportent d'être immergées pendant une période prolongée. L'élevage est également un secteur très vulnérable. Si le bétail survit à la sécheresse ou aux inondations, il n'a souvent plus assez à manger après ces catastrophes, car les pâturages sont détruits. Faute de fourrage, les éleveurs sont contraints de vendre une partie de leur cheptel. Dans les pays frappés par de fréquentes sécheresses, certains remplacent leurs vaches, très



Jens Grossmann/afp

L'aménagement de canaux d'irrigation (ici au Burkina Faso) permet d'utiliser de manière ciblée les précieuses ressources en eau.

exigeantes en eau, par des animaux plus sobres, comme les chèvres ou les chameaux.

Conflits autour d'une ressource qui se raréfie

Le Centre international pour le développement intégré des montagnes (Icimod), à Katmandou, a étudié les mesures d'adaptation dans la région de l'Himalaya et de l'Hindou Kouch. Inondations, crues et sécheresses ne datent pas d'hier, mais elles font toujours plus de dégâts. « Les communautés locales ont de tout temps utilisé le savoir traditionnel et indigène pour s'adapter aux changements, quels qu'ils soient. Vu le rythme alarmant des perturba-

Le débit des fleuves en baisse

La diminution des précipitations dans certaines régions du monde se répercute sur les cours d'eau. Environ un tiers des 200 plus grands fleuves de la planète voient leur débit baisser, ce qui réduit le volume d'eau disponible pour l'agriculture et la production d'électricité. Les fleuves alimentés par des glaciers, eux, bénéficient d'un sursis. Grâce à la fonte des glaces, leur débit va encore augmenter pendant quelques décennies tout au plus, puis il diminuera de manière abrupte. Les dix plus grands fleuves d'Asie – dont l'Indus, le Gange, le Brahmapoutre et le fleuve Jaune – prennent leur source dans l'Himalaya, surnommé « le troisième pôle ». D'ici peu, le recul des glaciers pourrait donc réduire l'approvisionnement en eau de centaines de millions de personnes.



Partha Das

Dans l'État indien de l'Assam, où le fleuve Brahmapoutre déborde chaque année, certaines communautés construisent leurs maisons sur pilotis pour se protéger des inondations. De nombreux paysans se reconvertisent à la pêche.

Vidange subite des lacs glaciaires

Avec le réchauffement climatique, les lacs glaciaires se multiplient et leur niveau ne cesse d'augmenter. Alimentés par la fonte des glaces, ils se forment en altitude dans des cuvettes dont l'extrémité est fermée par des débris de roches. Toutefois, ces barrages naturels ne sont pas très stables et peuvent se rompre à tout moment, sous l'effet de l'érosion ou d'un séisme notamment. Lorsque cela se produit, une masse gigantesque d'eau, charriant des blocs de rochers et de la boue, déferle sur les villages et les cultures en aval. Il arrive aussi que ces lacs débordent : une avalanche de glace ou un éboulement peuvent déclencher une vague d'une telle amplitude qu'elle submerge la digue. Dans la région de l'Himalaya et de l'Hindou Kouch, on recense quelque 9000 lacs glaciaires, dont 200 présentent un risque de rupture.

tions climatiques actuelles, ces stratégies ne suffiront bientôt plus», craint Neera Shrestha Pradhan, spécialiste de l'adaptation à l'Icimod. « Il faudra les compléter par des connaissances scientifiques et des plans gouvernementaux. »

L'Icimod a identifié plusieurs mécanismes d'adaptation qui fonctionnent bien, pour l'instant du moins. Ainsi, la commune de Mulkhov, au nord-ouest du Pakistan, recourt à un système traditionnel pour gérer ses maigres ressources hydriques : chaque paysan a droit à une certaine quantité d'eau par jour en fonction de la surface de son terrain ; la consommation par les différents villages est également réglementée. Un conseil des anciens veille à la distribution équitable de l'eau.

Le partage n'est pas toujours aussi pacifique. Au Népal, certains agriculteurs utilisent de grosses machines pour creuser des tranchées dans le lit de rivières asséchées et accéder aux eaux souterraines. Ils y installent des pompes pour irriguer leurs champs. Ces travaux suscitent des conflits avec les paysans pauvres qui n'ont pas les moyens de louer de tels équipements.

En Inde, plusieurs grands fleuves débordent chaque année. Dans de nombreux villages de l'Assam, État traversé par le Brahmapoutre, le sol est inondé six mois par an. Il est devenu impropre à la culture. Beaucoup d'anciens paysans se sont reconvertis dans la pêche, le commerce ou travaillent à l'extérieur comme ouvriers journaliers. D'autres ont quitté définitivement leur village. Dans le Bihar, certains agriculteurs s'adaptent à ces terres détrempées : ils y cultivent du *makhana*, une espèce



Dinesh Devkota

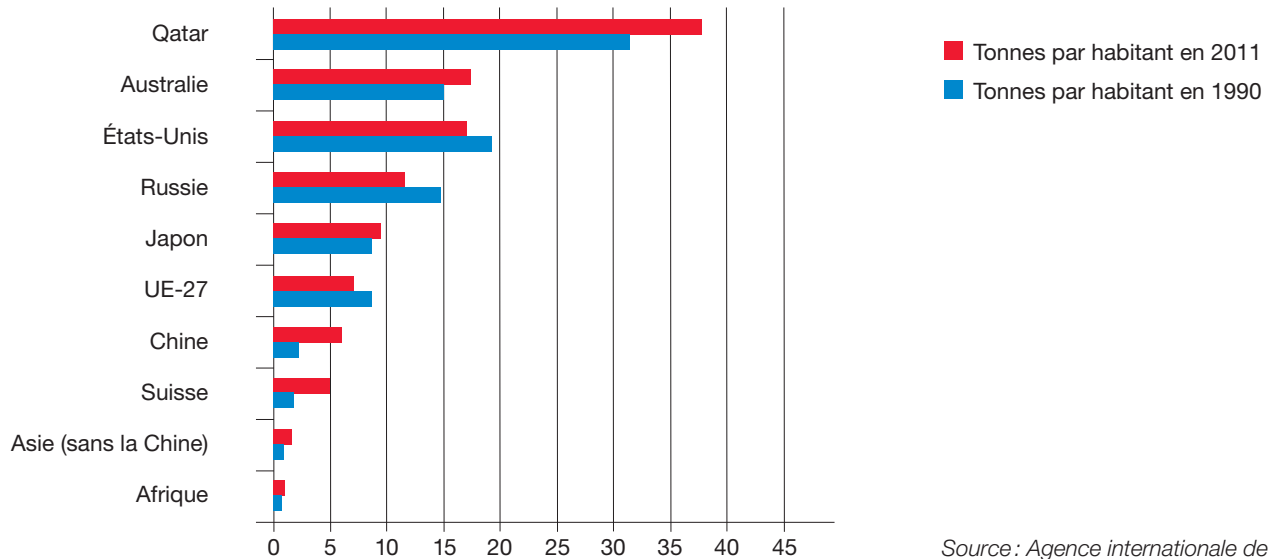
comestible de nénuphar qui a justement besoin d'eau en permanence. En se retirant, les inondations laissent sur les champs une épaisse couche de sable. Quelques maraîchers se sont mis à cultiver des cucurbitacées, l'une des rares familles de légumes qui apprécient ce sol sablonneux.

L'alerte précoce pour sauver des vies

Les systèmes d'alerte précoce (SAP) sont un moyen efficace de réduire les impacts des catastrophes. Si les populations sont averties assez tôt qu'une inondation se prépare, elles ont le temps de monter sur des collines avec leur bétail pour se mettre à l'abri. Depuis quelques années, de tels systèmes se multiplient dans les pays en développement. Leur mise en place nécessite toutefois la présence d'une station météorologique performante et de scientifiques capables d'analyser le niveau de risque. Il faut aussi établir un réseau qui transmette ces données aux populations concernées, le plus souvent par la radio, la télévision ou l'envoi de SMS.

En l'absence de SAP formels, les populations se débrouillent par elles-mêmes. C'est le cas dans deux villages indiens du Bihar qui ont déjà été inondés huit fois par la rupture des digues censées contenir le fleuve Koshi : à la saison des pluies, des habitants se relaient pendant la nuit pour surveiller la montée des eaux et donner l'alerte en cas de danger. ■

Faits et chiffres



Émissions de CO₂ par habitant dues à la combustion d'énergies fossiles dans quelques pays et régions du monde

En chiffres absolus, la Chine est devenue le plus gros émetteur mondial de CO₂. Elle devance les États-Unis depuis 2006. Si l'on considère les quantités émises par habitant, le classement est toutefois différent. Les États-Unis ont rejeté 16,4 tonnes de CO₂ par habitant en 2011 et la Chine – quatre fois plus peuplée – 7,1 tonnes, ce qui la place au même rang que l'Union européenne (7,4). Ce sont les pays pétroliers du Golfe qui affichent les taux les plus élevés, le Qatar détenant le record mondial de 38 tonnes par habitant.

Chiffres clés

- Le montant des dégâts provoqués par des catastrophes climatiques est passé de 50 milliards de dollars par an en 1980 à presque 200 milliards en 2012.
- D'ici 2050, on comptera environ 200 millions de réfugiés climatiques dans le monde.
- Environ 550 gigatonnes de CO₂ se sont déjà accumulées dans l'atmosphère depuis le début de l'ère industrielle. Elles y stagneront pendant des siècles, voire des millénaires.
- La demande énergétique des pays émergents devrait plus que tripler d'ici 2030.
- Si la planète se réchauffe de 1,5 à 2 degrés, 40 à 80% des terres agricoles d'Afrique subsaharienne seront impropres à la culture du maïs, du millet et du sorgho à l'horizon 2030-2040.
- Entre 15 et 37% des espèces végétales et animales de la planète pourraient disparaître d'ici 2050 à cause du changement climatique.

Liens

- Portail des Nations Unies sur les changements climatiques
www.un.org/fr/climatechange
- Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)
www.unfccc.int
- Fonds vert pour le climat
www.gcfund.net
- Portail de connaissances sur le changement climatique (CCKP)
www.worldbank.org/climateportal
- Service de formation de l'ONU sur ce thème (UN CC:learn)
www.uncclearn.org

Ouvrages de référence

- Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) : *Cinquième rapport d'évaluation*, 2013 et 2014
www.ipcc.ch
- Banque mondiale : *Turn down the heat*, 2011 et 2013 ; résumé en français : *Baissons la chaleur*
www.worldbank.org, « Thèmes », « Face au changement climatique »
- Programme des Nations Unies pour l'environnement : *The Emissions Gap Report 2013*
www.unep.org, « Publications »



Des expulsions massives au nom du développement

En dépit de son essor économique, le Cambodge fait toujours partie du groupe des pays les moins avancés de la planète. La pauvreté y est omniprésente. De plus, la population souffre du manque de structures propres à un État de droit. Ses protestations toujours plus vigoureuses ont notamment pour cibles l'absence de réforme agraire et les conditions de travail misérables qui règnent dans l'industrie textile. De Sascha Zastiral*.



Manifestation à Phnom Penh : sous l'œil vigilant de la police, cette militante des droits fonciers proteste contre les graves irrégularités qui se commettent dans le pays.

Tep Vanny est manifestement nerveuse. Cette militante des droits fonciers, âgée de 33 ans, occupe avec deux camarades de lutte le siège arrière d'un rickshaw motorisé, appelé *tuk-tuk*. Elle porte une chemise noire et a noué sur sa tête un foulard traditionnel à carreaux. Les trois femmes se rendent à une manifestation qui doit se tenir au Freedom Park, dans le centre de Phnom Penh. L'itinéraire les fait passer devant des tours commerciales et des magasins chics qui sont apparus ces dernières années au cœur de la capitale, témoins de l'essor économique du Cambodge. «J'ai peur parce qu'il y aura là des quantités de policiers», avoue Tep Vanny en envoyant un message sur l'un de ses deux téléphones portables. «Les pires sont les cogneurs du gouvernement.»

Au bord de la rue, les policiers sont toujours plus

nombreux. Beaucoup d'entre eux portent une arme automatique. Après les manifestations de masse qui ont eu lieu l'année passée, le gouvernement a décrété l'interdiction absolue de se réunir. Les rassemblements avaient commencé après les élections parlementaires de juillet 2013, que le gouvernement prétendait avoir remportées de justesse. Alors que l'opposition ne reconnaît pas le résultat officiel, ce dernier refuse d'organiser un nouveau scrutin.

Des matraques contre les manifestants

Les manifestations ont rapidement pris la forme de protestations contre les irrégularités les plus choquantes qui se commettent dans le pays. Militants des droits fonciers et ouvrières du textile se sont joints aux partisans de l'opposition. Début janvier, la police militaire a abattu cinq manifestants. Et le

gouvernement a profité de cet incident pour interdire tout rassemblement, soi-disant pour des raisons de sécurité.

Arrivées au Freedom Park, les trois militantes se joignent à la centaine de personnes déjà sur place. Dans une rue voisine se trouvent à peu près le double de policiers armés de boucliers et de matraques. Ils sont accompagnés par les « cogneurs » du gouvernement. Jeunes pour la plupart, ces hommes portent un uniforme bleu marine et un casque de moto noir. Eux aussi ont des matraques à la main. Officiellement, ce sont des « agents de sécurité » engagés par la mu-



L'industrie textile du Cambodge emploie plus de 600 000 personnes, dont beaucoup travaillent dans des conditions extrêmement précaires.

nicipalité de Phnom Penh. En réalité, il s'agit des sbires du parti gouvernemental. Tout à coup, les policiers et eux prennent position à une extrémité du parc, en formant deux rangées. Les manifestants s'avancent vers les forces de sécurité et leur font face. Tep Vanny, qui est tout devant, apostrophe les policiers. Avant que la confrontation dégénère, l'organisateur décide de mettre un terme à la manifestation. Les participants se dispersent peu à peu.

Un quartier d'affaires à la place du lac

L'après-midi, Tep Vanny rejoint la salle de réunion de son groupe, située à proximité du lac Boeung Kak, dans le centre de Phnom Penh. En 2007, le gouvernement a alloué une concession foncière de 99 ans sur toute cette zone à l'entreprise Shukaku, contrôlée par un politicien du parti gouvernemental. Associée à des investisseurs chinois, la société a entrepris d'assécher ce grand lac urbain et de le remblayer avec du sable provenant du fleuve Mékong. Le Boeung Kak et ses environs, situés à un jet de pierre de plusieurs ministères, doivent se métamorphoser en un luxueux quartier d'affaires. Dès lors, la municipalité a invité les riverains à quitter leurs maisons.

Sur les 4000 familles qui vivaient alors au bord du lac, plus de 3200 ont déjà été délogées. Certaines

ont accepté de partir contre une indemnité de 8500 dollars. D'autres ont été expulsées de force par les hommes de main du gouvernement. Beaucoup de ces personnes déplacées se sont installées dans des camps situés bien loin de la ville ou ont acquis du terrain dans des quartiers pauvres – lesquels risquent d'être eux aussi bientôt évacués. Près de 800 familles ont refusé d'abandonner leur logement et ont décidé de se battre. « Le gouvernement s'est transformé en un régime ouvertement dictatorial », constate Tep Vanny. « Il ne respecte pas les droits de l'homme. »

Un million de personnes menacées d'expulsion

Depuis le régime sanglant des Khmers Rouges, qui avait aboli la propriété privée, très peu de terres sont inscrites au registre foncier. De hauts fonctionnaires et des politiciens profitent de cette lacune pour faire évacuer des villages entiers. Souvent, ils louent ensuite le terrain à des investisseurs étrangers. Plus d'un million de Cambodgiens risquent ainsi d'être déracinés.

Les protestations émises par les riverains irrédicibles du lac Boeung Kak ont connu un certain succès : la quasi-totalité des familles ayant refusé de partir ont entre-temps obtenu des autorités des titres de propriété officiels. De nombreuses organisations de défense des droits humains et la Banque mondiale ont fait pression sur le gouvernement, contraignant celui-ci à abandonner son plan initial d'évacuer toute la zone. « Actuellement, une quarantaine de familles seulement attendent encore leur titre de propriété », indique Tep Vanny.

Cette militante pour le droit à la terre conteste la manière dont le gouvernement conçoit le développement. « Il dépossède les habitants de leurs maisons et de leurs terres, détruisant le bien-être des familles. La police emprisonne les gens sans raison et recourt systématiquement à la violence », dit-elle. « On dirait que le gouvernement considère les habitants du pays comme des ennemis. » Tep Vanny tient à souligner qu'elle ne refuse pas toute idée de développement, mais que celui-ci doit être équitable pour tous.

Protestations contre les conditions de travail

Cheang Tida se montre, elle aussi, critique à l'égard du gouvernement. Cette syndicaliste de 34 ans, employée dans une usine textile, fait partie du comité d'entreprise. Fin 2013, elle a appelé le personnel à se joindre aux grèves qui ont brièvement paralysé presque toute l'industrie textile du pays. Les ouvriers de ce secteur demandaient que le salaire minimum passe de 80 à 160 dollars par mois.

Le Cambodge en bref

Nom

Royaume du Cambodge

Superficie

181 000 km²

Capitale

Phnom Penh

Population

15,5 millions

Âge moyen

24 ans

Espérance de vie

63 ans

Ethnies

Khmers 90%
Vietnamiens 5%
Chinois 1%
Autres 4%

Langues

Le khmer (langue officielle) est parlé par 90% de la population.
Autres langues : vietnamien, chinois, cham, brao, chong, jaraï, etc.

Religions

Bouddhisme 97%
Islam 2%
Autres 1%

Branches économiques

Tourisme, industrie textile, construction, production de riz





Martin Roemers/laif

Les conditions de vie en province étant encore pires que dans la capitale, de nombreux habitants affluent vers Phnom Penh. Ils s'entassent dans des bidonvilles comme celui-ci.

Terres dérobées

Les questions de droit foncier constituent l'un des plus gros problèmes du Cambodge. C'est une conséquence indirecte du régime des Khmers rouges. Au pouvoir de 1975 à 1979, ces derniers ont non seulement causé la mort de quelque 2 millions de leurs compatriotes, mais aussi détruit pratiquement tous les registres fonciers du pays. Les survivants se sont établis généralement là où ce régime communiste radical les avait déplacés, puis ils ont acheté leur terrain aux autorités. Mais le gouvernement actuel refuse de reconnaître beaucoup de ces acquisitions. Sous prétexte de développer le pays, il chasse de leurs terres d'innombrables personnes. Plus d'un million de Cambodgiens sont menacés d'expulsion. Il n'est pas rare que de hauts fonctionnaires ou des politiciens profitent de ces spoliations.

Après les premières manifestations, le gouvernement a augmenté ce plancher d'abord à 95, puis peu après à 100 dollars. Mais il n'entre pas en matière sur les 160 dollars exigés.

L'industrie textile constitue – avec le tourisme – la principale source de revenus du Cambodge. Les exportations de vêtements représentent environ 5 milliards de dollars par année. Plus de 600 000 personnes travaillent dans les nombreuses fabriques textiles que compte le pays. Les mauvaises conditions de travail y suscitent fréquemment des protestations.

Parti pris du gouvernement pour les employeurs

L'employeur de Cheang Tida avait refusé en janvier de renouveler son contrat de travail parce qu'elle avait exhorté le personnel à se mettre en grève. Il avait fallu les protestations de ses collègues pour que l'entreprise la réengage. «J'avais participé à la grève parce que notre salaire de l'époque ne suffisait même pas à couvrir les dépenses quotidiennes. Tout a renchéri ces dernières années», explique Cheang Tida.

L'armée et la police devraient normalement protéger les ouvrières, fait-elle remarquer. «Au lieu de cela, elles se rangent du côté des employeurs.» Les organisations de droit du travail et les syndicats pointent souvent du doigt les relations étroites qu'entretiennent de nombreux patrons du textile avec le parti gouvernemental.

Exode rural

Cheang Tida a quitté sa campagne il y a plus de dix ans pour venir chercher un emploi à Phnom Penh. Les conditions de vie en province sont encore pires que dans la capitale, dit-elle. En zone rurale, il est difficile de subvenir à ses besoins en pratiquant uniquement l'agriculture, vu les incessantes fluctuations des prix des produits agricoles. De toute la famille, seule sa mère vit encore dans le village natal. Cheang Tida lui envoie chaque mois 15 à 20 dollars. «Je mange moins, afin qu'il me reste à la fin du mois de l'argent pour ma mère.»

Dans l'industrie textile, les ouvrières sont obligées de faire des quantités d'heures supplémentaires. La jeune syndicaliste décrit des conditions de travail extrêmement dures : «Il fait une chaleur épouvantable dans la fabrique. L'air est poussiéreux et imprégné des produits chimiques dégagés par les tissus.» Impossible de se l'imaginer si on ne l'a pas vécu soi-même, ajoute-t-elle. «Nous n'avons pas une belle vie.» Souvent, Cheang Tida ne peut s'acheter que les aliments les moins chers. «Les chiens des riches sont mieux nourris que nous autres, les ouvrières du textile.» ■

**Sascha Zastiral est correspondant indépendant en Asie du Sud, notamment pour la «Neue Zürcher Zeitung» et des médias allemands*

(De l'allemand)

Sur le terrain avec...

Rahel Bösch, cheffe du bureau de la DDC à Phnom Penh

Je ne saurais relater ici une quelconque routine quotidienne, dans la mesure où nous sommes encore en pleins travaux pour la mise en place de notre programme au Cambodge. Nos activités ont démarré en 2012. Au début, nous étions installés dans les locaux exigus du consulat honoraire. On n'imagine pas le nombre de détails qu'il faut régler lorsqu'on ouvre un bureau de la DDC dans un nouveau pays – locaux et mobilier, infrastructure informatique, compte bancaire, assurances, véhicule et surtout engagement de personnel. Notre équipe compte maintenant douze collaborateurs. Avec l'appui de la représentation régionale de la DDC à Vientiane (Laos), nous avons organisé le bureau, puis le programme. Un recrutement soigné est ici essentiel. Je suis convaincue qu'une équipe professionnelle et motivée constitue le fondement d'un programme réussi. Nous serons au complet d'ici à la fin de l'année, avec l'arrivée de deux nouveaux renforts. Par ailleurs, le consulat honoraire sera intégré en septembre au bureau de la DDC.

« Rares sont les familles qui n'ont pas connu la faim, les privations et la brutalité extrême. »

Après avoir passé neuf mois dans des locaux provisoires, nous avons pu reprendre en février 2013 ceux de l'Agence canadienne de développement international. Un véritable coup de chance! La maison – une ancienne villa khmère – était déjà très bien équipée, ce qui nous a beaucoup facilité le travail. Elle se trouve dans un quartier central de Phnom Penh, où sont établies la plupart des agences de développement et des ambassades. Les coupures d'électricité y sont rares par rapport à d'autres parties de la ville et le niveau de sécurité est bon. Ce dernier aspect est d'autant plus crucial que la situation politique reste tendue depuis les élections de l'été 2013 : manifestations, barrages de rues et contrôles de sécurité sont encore à l'ordre du jour.

Une nouvelle mission de ce genre donne beaucoup à faire sur le plan personnel également. Il est important d'avoir un chez-soi agréable où l'on



DDC

puisse se détendre. Je suis heureuse que mon mari m'accompagne. De longues journées de travail, des températures qui dépassent les 36 degrés, la confrontation avec beaucoup de misère, cela use. Il est précieux d'avoir un partenaire avec lequel on puisse dialoguer et qui s'occupe de bien des choses. Nos deux filles sont déjà adultes et ont quitté le nid familial.

Le trajet qui mène au bureau m'expose chaque jour à l'extrême pauvreté. Ce qui m'émeut à chaque fois, c'est l'extraordinaire courage de ces gens, l'opiniâtreté et l'intelligence qu'ils mettent à organiser leur survie au quotidien. Beaucoup d'enfants grandissent dans la misère et 40% d'entre eux sont mal nourris ou sous-alimentés. Mon chemin passe aussi par les hôpitaux Kantha Bopha de Beat Richner, qui bénéficient d'un soutien de la DDC : chaque matin, une centaine de personnes ou plus attendent patiemment devant les portes que l'on s'occupe d'eux.

Le Cambodge a beaucoup souffert. Rares sont les familles qui n'ont pas connu la faim, les privations et la brutalité extrême. Ce passé exerce aussi une influence sur notre travail. Il est important de connaître les mécanismes de la violence. C'est le seul moyen d'éviter que l'élaboration d'un nouveau projet ne suscite de nouvelles tensions. La pauvreté reste immense et la démocratie est récente. Dans ces conditions, le chemin qui mènera le pays à la stabilité est semé d'embûches. Ce n'est pas demain que nous pourrions nous installer ici dans une routine quotidienne. ■

(Propos recueillis par Mirella Wepf; de l'allemand)

Des besoins importants

La Suisse a décidé de donner un poids accru au Cambodge dans sa nouvelle stratégie de coopération 2013-2017 pour la région du Mékong, qui couvre également le Laos, le Vietnam et le Myanmar. Il s'agit de répondre aux importants besoins et aux priorités nationales de ce pays en matière de développement, notamment dans les secteurs suivants : décentralisation et promotion de la démocratie, diversification de l'agriculture, lutte contre la faim et la malnutrition, système de formation professionnelle (encore rudimentaire). Le nouveau programme de la DDC pour le Cambodge se concentre sur le développement communautaire et les services de proximité, l'agriculture et la sécurité alimentaire ainsi que la formation professionnelle et l'augmentation des revenus.
www.ddc.admin.ch,
 « Pays », « Asie du Sud-Est », « Mékong, Vietnam, Laos, Cambodge, Myanmar »
www.swiss-cooperation.admin.ch/mekong

Mon combat contre la violence domestique

« Pourquoi les femmes battues ne quittent-elles donc pas leur mari ? » Cette question m'habite depuis que j'ai commencé de travailler sur le thème de la violence domestique en 1990. Par la suite, j'ai réalisé la première étude sur ce problème au Cambodge et j'ai passé six mois dans diverses communautés. Ces expériences m'ont aidée à comprendre ce qui empêche les victimes de fuir leurs bourreaux : les femmes craignent de se retrouver marginalisées. Elles sont dépendantes économiquement de leur mari et pensent ne pas être assez fortes pour vivre de manière autonome. La violence est fortement liée aux relations de pouvoir et la crainte d'une stigmatisation paralyse les victimes.

La violence contre les femmes reste très répandue au Cambodge. Elle est culturellement enracinée dans la société. Une étude récente de l'ONU a montré que 25% des Cambodgiennes ont subi des violences physiques et/ou sexuelles au cours de leur vie et que 20% des hommes ont commis des viols.

Lorsque j'ai commencé à comprendre les causes des rapports de force inégaux entre hommes et femmes, cela m'a encouragée à promouvoir l'émancipation féminine et l'égalité des genres. C'est un véritable cauchemar de défendre les droits des femmes dans une culture patriarcale, de surcroît marquée par des décennies de guerre et de violence. Il m'a été difficile d'affronter les critiques de mes collègues : ils contestaient l'idée même d'égalité et affirmaient que j'étais influencée par l'Occident, que je tentais de porter atteinte à la magnifique culture traditionnelle du Cambodge.

Mais ces reproches n'ont fait qu'accroître ma motivation. Je suis convaincue que notre société a be-

soin d'une éducation plus poussée sur la question de genre. Le Cambodge ne peut poursuivre son développement que si les deux sexes ont les mêmes possibilités et les mêmes avantages.

Nous avons créé des réseaux afin d'améliorer la cohérence des organisations de femmes. Il fallait s'assurer que nos messages soient entendus et partagés par nos sœurs à l'échelle nationale et internationale. Nos objectifs sont inscrits dans la Convention internationale sur l'élimination de toute forme de discrimination à l'égard des femmes, que le Cambodge a signée en 1992. Au niveau local, des groupes de villageoises jouent le rôle essentiel de messagères : elles font connaître les politiques et les nouvelles lois dans les communautés. Si les femmes s'associent pour faire appliquer les lois, nous aurons davantage d'espace pour exercer nos droits.



Sopheap Ros est cofondatrice et directrice de l'organisation non gouvernementale Gender and Development for Cambodia (GADC), à Phnom Penh, spécialisée sur les questions de genre. Auparavant, elle a travaillé pour un ministère local, ainsi que pour des agences et des programmes de développement étrangers et nationaux au Cambodge. Sopheap Ros milite depuis longtemps pour l'égalité des sexes et l'autonomie des femmes dans son pays. Elle plaide ces causes également au niveau international.

Cependant, la violence contre les femmes n'est pas seulement l'affaire des victimes. Nous devons nous allier aux hommes, auxquels il incombe d'être les principaux acteurs du changement. Fondé en 2000, le Réseau des hommes cambodgiens vise à éradiquer ce fléau. Nous obtenons d'excellents résultats lorsque des hommes parlent aux hommes à ce sujet. Nombre de maris ont déjà cessé de commettre des violences conjugales, pour devenir des avocats de la paix au sein des familles et des communautés. Ils ont reconnu qu'une conduite exemplaire leur vaut de multiples avantages, en particulier le respect et l'estime d'autrui.

Au cours de la dernière décennie, le Cambodge a progressé dans ses efforts pour prévenir et juguler la violence basée sur le genre. Cependant, il y a encore énormément à faire. On a promulgué des lois et des politiques appropriées, mais leur application tarde à se concrétiser. Police et tribunaux minimisent ce phénomène. Souvent, ils ne réagissent même pas face à des cas jugés « bénins ». Certes, il reste d'immenses obstacles à surmonter pour parvenir à une pleine jouissance de nos droits. Mais je suis certaine qu'une bonne coordination des mouvements féminins constitue un moyen efficace de mettre fin à la violence contre les femmes au Cambodge. ■

(De l'anglais)



Un palais de justice sur quatre roues

Au Pakistan, l'application des lois laisse souvent à désirer. Dans l'une des provinces les plus dangereuses, le gouvernement tente une nouvelle approche : un bus amène les juges dans les villages, ce qui permet de régler rapidement des litiges en suspens depuis des années. Les premières expériences sont concluantes.



Le tribunal mobile devrait amener la population, même dans les régions tribales reculées, à faire confiance à l'État de droit.

(gn) Le bus ne passe pas inaperçu. D'une dimension imposante, il est peint en vert et blanc, les couleurs du drapeau pakistanais. Mais c'est surtout sa mission qui attire l'attention : cet autocar héberge une salle d'audience moderne entièrement équipée, ce qui inclut des haut-parleurs, des enregistreurs et un système d'air conditionné. Des magistrats spécialement formés sont à bord. Ils peuvent assurer une médiation et prononcer des jugements dans des affaires civiles ou de petits délits relevant du droit pénal, y compris celui des mineurs.

Les principaux clients de ce tribunal mobile sont des personnes qui n'avaient guère accès jusqu'alors à la juridiction officielle, en raison de ses taxes élevées et du trop long trajet à parcourir pour se rendre en ville. Lorsqu'il a été lancé, en été 2013, le bus a fait la une des médias dans tout le pays et même à l'étranger. Cette initiative a suscité d'énormes espoirs : elle devait accélérer la justice pakistanaise, bien trop lente, et amener la population, même dans les régions tribales les plus reculées, à faire confiance à l'État de droit.

Manque de sécurité et de justice

L'appareil judiciaire étant lent et inefficace, il n'est

pas rare qu'une procédure traîne pendant des années au Pakistan. Cela nuit au bon fonctionnement de la société. Les faiblesses de l'État s'avèrent particulièrement nuisibles lorsqu'il est en concurrence avec des structures tribales traditionnelles ou des groupes militants. C'est le cas dans les montagnes du Malakand, à la frontière nord-ouest du pays. « Cette région souffre depuis des années d'un manque de justice et de sécurité », explique Amna Khalid, du bureau de coopération de la DDC à Islamabad. Lorsque les insurgés talibans ont promis en 2005 d'accroître la sécurité, la population a dans un premier temps salué leur arrivée au pouvoir. Elle a toutefois vite déchanté : les nouveaux dirigeants rendaient certes des jugements avec célérité, mais ceux-ci étaient souvent impitoyables et inéquitables.

Depuis que les troupes gouvernementales ont reconquis ces territoires en 2009, l'État s'efforce de mieux y ancrer sa présence. Dans cet effort, il accorde une priorité absolue au secteur judiciaire. Avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le gouvernement a lancé en 2011 un vaste projet qui vise aussi bien à renforcer le système judiciaire formel qu'à soute-



UNDP

Dans la salle d'audience aménagée à l'intérieur du bus, les juges itinérants assurent des médiations et prononcent des jugements. Nombre de litiges étaient en suspens depuis plusieurs années.

Accès à la justice dans les zones rurales

Les tribunaux mobiles ont le vent en poupe. Ils ont le mérite de permettre aux habitants des zones rurales de faire valoir leurs droits devant la justice et de prévenir ainsi l'exacerbation des conflits. Une étude indienne a même conclu que c'est le moyen le moins coûteux pour respecter le principe de l'égalité devant la loi. Le premier bus-tribunal a été mis en service en Inde en 2007. Deux ans plus tard, le PNUD a aidé la Cour suprême du Pount, en Somalie, à mettre sur pied quatre unités mobiles chargées d'appliquer le droit civil et de la famille dans les villages. En République démocratique du Congo, des cours itinérantes poursuivent les délits de viol. La protection des femmes est également au centre d'un projet pilote mené en Ouganda, où des tribunaux mobiles aident les réfugiés à défendre leurs droits.

Une justice rapide et efficace

« En créant ce tribunal mobile, nous avons voulu apporter la justice jusque chez les gens », explique Tanvir Malik, du PNUD, pour résumer les objectifs du projet. Ce service n'est pas seulement gratuit, mais également très efficace : les cas soumis aux juges itinérants ne risquent pas de traîner pendant des mois ; ils sont aussitôt examinés et traités.

Pour atteindre cette efficacité, le tribunal mobile applique un nouveau système qui allie les méthodes traditionnelles de la médiation avec celles de la juridiction formelle : « C'est la première fois dans la province du Khyber Pakhtunkhwa que les juges et les avocats apprennent à devenir des médiateurs entre les parties. Le système judiciaire les encourage à épuiser toutes les possibilités de conciliation avant de porter une affaire devant le tribunal », explique Tanvir Malik. « C'est là un changement fondamental dans la manière de rendre la justice et une première au Pakistan. »

En prévision de la phase initiale, huit juges et 18 avocats ont suivi une formation spéciale dans le domaine de la résolution de conflits. Ils seront ainsi à même de régler rapidement des cas simples – par exemple des différends relatifs à la propriété foncière ou les problèmes de violence domestique – en collaboration avec les conseils des anciens. On les nomme « amis de la cour ».

Un potentiel énorme

« Le barreau est totalement acquis à cette initiative », écrit Maulana Shamsul Haq, bâtonnier de l'ordre des avocats de Peshawar. « En tant qu'amis de la cour, il nous incombe d'apporter un soutien aux groupes vulnérables et marginalisés de la société. » Le projet bénéficie aussi de l'appui tant financier qu'idéologique des autorités de la province, comme le souligne Amna Khalid : « L'un des grands succès du programme est d'avoir obtenu l'approbation et le soutien du nouveau gouvernement, élu en 2013. »

Le tribunal itinérant est également très apprécié au sein de la population : partout où il passe, les gens affluent pour faire appel à ses services. Actuellement, son rayon d'action se limite toutefois aux zones qui entourent Peshawar, chef-lieu du Khyber Pakhtunkhwa. Cela tient notamment au fait qu'un seul autocar a été mis en service, mais surtout à des raisons de sécurité. De ce point de vue, la situation reste en effet précaire dans l'ouest du Pakistan, de sorte que le bus-tribunal est en permanence accompagné par une escorte de policiers armés.

Dès que la sécurité s'améliorera, les responsables du projet prévoient de mettre d'autres véhicules en service et d'étendre ce système de juridiction ambulante à l'ensemble de la province. « Lorsque les tribunaux mobiles pourront se déplacer librement, ils déploieront enfin tout leur potentiel », prédit Tanvir Malik. ■

(De l'allemand)

DDC interne



Engagement accru en faveur des pays les plus pauvres

(jah) Le 30 avril dernier, le Conseil fédéral a décidé de doter l'Association internationale de développement (AID) de la Banque mondiale et le Fonds africain de développement (FAD) de moyens supplémentaires à hauteur de 1,32 milliard de francs au total. Une partie de ces ressources seront affectées aux mesures de désendettement. La Suisse est un partenaire de longue date de l'AID et du FAD. Ces fonds accordent des prêts à des conditions préférentielles aux pays à bas revenu, dont l'accès aux marchés des capitaux est limité. Ils offrent également une assistance technique et des dons pour des projets de développement. Ils sont alimentés tous les trois ans par les États membres.

De l'eau propre dans les dispensaires

(bm) L'eau et l'assainissement sont deux facteurs déterminants pour la santé. Dans la région de Dodoma, au centre de la Tanzanie, la DDC soutient un projet qui doit garantir l'accès à l'eau potable dans une centaine de centres de santé. L'objectif est de réduire le risque de transmission de



maladies contagieuses et d'infections lors des soins prodigués aux malades. Le projet contribuera à améliorer la situation sanitaire des populations les plus vulnérables, dont les femmes et les enfants. Les communautés locales participeront à la gestion des points d'eau ainsi qu'aux activités de sensibilisation à l'hygiène et de promotion de la santé.

Durée du projet : 2014–2019
Volume : 8,2 millions CHF

Écoles reconstruites au Pakistan

(ung) En 2010, le Pakistan a subi de terribles inondations. Après avoir acheminé des secours d'urgence vers les populations locales, l'Aide humanitaire suisse a entrepris la reconstruction d'écoles et d'installations sanitaires. Aujourd'hui, près de 9000 élèves ont pu reprendre les cours dans la vallée de Swat. Onze écoles primaires flamboyantes ont ouvert leurs portes et trente autres, partiellement endommagées par les inondations, ont été réhabilitées. Tous ces bâtiments sont conçus pour résister à de futures catastrophes naturelles. La DDC financera la construction de 17 autres écoles durant une deuxième phase du projet, d'ici à la mi-2015.

Durée du projet : 2011–2015
Volume : 4,8 millions CHF

Participation citoyenne à la reconstruction

(zennt) En Bosnie et Herzégovine, ce sont les communes qui s'avèrent les entités les plus dynamiques et responsables dans le processus de reconstruction du pays. Les associations locales autogérées *mjesna zajednica*, qui da-



tent de l'ère yougoslave, regroupent aujourd'hui encore des citoyens qui s'engagent en faveur de leur village ou de leur quartier urbain. Ces organismes assurent le lien avec les administrations communales et les niveaux supérieurs de l'État. Ils défendent les intérêts de leurs membres et peuvent exercer une influence sur la gestion et le développement de leur localité. La DDC s'est associée à l'agence de coopération suédoise (Sida) pour soutenir les *mjesna zajednica* dans l'ensemble du pays. Le but du projet est de développer la participation citoyenne, afin de renforcer la légitimité et la responsabilité des administrations communales.

Durée du projet : 2013–2022
Volume : 8,05 millions CHF

Rôle actif de la DDC dans les réformes de l'ONU

(jah) La Suisse joue traditionnellement un rôle clé dans les efforts visant à améliorer la cohérence et l'efficacité du travail des Nations Unies en faveur du développement. Elle assume notamment le rôle de facilitatrice pour l'adoption, tous les quatre ans, d'une résolution par l'Assemblée générale sur l'examen complet des activités opérationnelles du système onusien. Le texte adresse des recommandations aux 27 programmes, fonds et agences spécialisées de l'ONU actifs dans le domaine du développement. La DDC soutient la mise en œuvre des mesures

décidées dans la dernière résolution, qui date de décembre 2012. Il s'agit en particulier d'améliorer la coordination entre les agences sur le terrain, d'harmoniser les processus administratifs et d'augmenter la transparence des financements.

Durée du projet : 2013–2016
Volume : 4,5 millions CHF

Des réservoirs pour affronter la sécheresse

(bm) Le Nicaragua enregistre une diminution régulière des précipitations, due en partie au changement climatique. Pour venir en aide à de petits agriculteurs particulièrement touchés par ce phénomène, la DDC a décidé de promouvoir l'aménagement de réservoirs permettant de récolter et stocker l'eau de pluie. Celle-ci



servira à l'usage domestique, à l'abreuvement du bétail et à l'irrigation. Dans le « corridor sec », une région qui connaît des épisodes de grande sécheresse en été, les paysans pourront ainsi produire deux récoltes par année. Des artisans locaux vont construire un millier de réservoirs qui bénéficieront à plus de 1500 exploitations familiales. Ce projet favorisera la création d'emplois et de revenus dans les zones rurales les plus défavorisées. Il devrait améliorer la situation économique et la santé de nombreuses familles d'artisans et de paysans.

Durée du projet : 2014–2017
Volume : 9,7 millions CHF

Les catastrophes rapprochent les peuples

La prévention des catastrophes occupe une place croissante dans la coopération au développement. En Suisse, le Valais est particulièrement exposé aux désastres naturels. C'est dans ce canton qu'environ 120 représentants des pays membres de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) se sont rendus en mai dernier pour avoir un aperçu de la gestion intégrée des risques. Un reportage de Mirella Wepf.



Mirella Wepf

Un thème d'importance mondiale

La Suisse assure la présidence de l'OSCE en 2014. Didier Burkhalter, président de la Confédération, y voit une occasion de faire progresser à l'échelle internationale la gestion des risques en cas de catastrophes. Le cadre international de référence en la matière sera redéfini en mars 2015 à Sendai (Japon), lors de la troisième Conférence mondiale sur la réduction des risques de catastrophes. En parallèle, d'autres travaux sont en cours : l'échéance des Objectifs du Millénaire est fixée à 2015 et l'ONU prépare un nouveau programme de développement pour la période suivante. Vu l'importance que peut revêtir une bonne gestion des risques de catastrophes pour le développement durable, la Suisse plaide pour son intégration dans les futurs objectifs globaux.

James Médico, l'ingénieur cantonal chargé des dangers naturels, présente le concept valaisan de protection contre les avalanches.

Lorsque les cars s'ébranlent, le Léman scintille dans la lumière matinale. Saupoudrées de neige, les Alpes valaisannes ont revêtu leur plus belle parure. Les passagers ne sont cependant pas venus admirer les paysages suisses des cartes postales. Dans le cadre d'une rencontre de l'OSCE à Montreux, ils vont consacrer une journée aux risques qu'affrontent les régions de montagne, à savoir les avalanches, les boues torrentielles et les inondations. Cette visite de terrain portera également sur la protection des voies de transport, des oléoducs et d'autres infrastructures, la garantie de l'approvisionnement en eau potable et la coopération transfrontalière dans la gestion du tunnel du Grand-Saint-Bernard.

Prévenir, c'est économiser

« Pour son année à la tête de l'OSCE, la Suisse s'est fixé dix priorités. L'une d'elles consiste à renforcer

la gestion des catastrophes naturelles », explique Thomas Oertle, membre de la Task Force du DFAE pour la présidence de l'OSCE. Jusqu'ici, l'organisation n'a traité ce thème que ponctuellement. Plusieurs rencontres seront organisées pour en discuter de manière approfondie. L'un des objectifs est de renforcer la coopération entre les pays et d'inciter les responsables de la planification à mettre davantage l'accent sur la prévention que sur la réaction aux catastrophes.

« Toutes les études montrent qu'une bonne prévention finit au bout du compte par réduire les coûts. Toutefois, il est difficile de faire accepter le financement de telles mesures sur le plan politique », explique Thomas Oertle. Les estimations de l'ONU corroborent ses dires : sur les quelque 10 milliards de dollars consacrés chaque année à l'aide humanitaire dans le monde, seuls 4% vont à la préven-

tion. En outre, on part de l'hypothèse qu'un dollar investi dans la réduction des risques diminue de cinq à dix dollars les dégâts dus aux catastrophes.

D'ici la fin de 2014, le Conseil des ministres de l'OSCE, qui réunit les 57 États membres, doit prendre une décision sur le renforcement des pays confrontés à des catastrophes naturelles. La rencontre de Montreux sert à en élaborer le contenu. La DDC est pleinement impliquée dans ce processus. En collaboration avec l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) et les autorités cantonales, elle a organisé la visite de terrain en Valais.

de protection dans le village de Gondo en 2000 et a même aggravé la situation.

«La protection contre les catastrophes est un apprentissage permanent», conclut le conseiller d'État. Selon lui, l'application du principe de subsidiarité s'avère très utile pour maîtriser ces défis : il s'agit d'ancrer autant que possible les responsabilités sur le plan local et d'assurer une bonne coordination aux niveaux cantonal et fédéral. C'est là une approche que la Suisse préconise également dans la perspective d'accords mondiaux sur la prévention des catastrophes. Josef Hess, sous-directeur de



Mirella Wiegli

Une digue géante protège l'entrée du tunnel du Grand-Saint-Bernard contre les avalanches et les éboulements.

« Une meilleure gestion des risques de catastrophes s'avère également cruciale pour la coopération au développement et l'aide humanitaire », explique Manuel Bessler, directeur du domaine Aide humanitaire de la DDC. « Les principaux pays donateurs sont d'ailleurs membres de l'OSCE. »

Le Valais se prépare à un violent séisme

À Fully, première étape de la visite, le conseiller d'État valaisan Jacques Melly présente brièvement les défis auxquels est confronté son canton. Photos et films saisissants à l'appui, il démontre en quelques minutes que le Valais n'a pas seulement à lutter fréquemment contre des avalanches et des inondations, mais qu'il doit également s'attendre à un fort séisme avant la fin de ce siècle. La région doit donc s'y préparer. Jacques Melly a tôt fait de captiver son public en montrant qu'une digue a failli à son rôle

l'OFEV, précise à ce sujet : « Pour être efficace, une gestion intégrée des risques doit faire intervenir tous les acteurs, en particulier à l'échelon local. Les structures centralisatrices y parviennent moins bien qu'un État fédéraliste. »

Inondations, avalanches et éboulements

Après la présentation à Fully, les 120 participants se scindent en deux groupes. Le premier demeure dans la chaleur estivale de la vallée du Rhône et rejoint Monthey. Il reçoit des informations sur la gestion des crues, la troisième correction du Rhône, le travail du service de lutte contre les accidents impliquant des produits chimiques (quatre grandes entreprises chimiques sont établies dans cette ville) et la prévention des séismes. À cet égard, le Collège de l'Europe est un exemple de renforcement parasismique d'un bâtiment. Un prix a récompensé en

Gestion intégrée des risques

Dans le contexte international, on parle souvent de réduction des risques de catastrophes (RCC) ou de gestion intégrée des risques (GIR). En Suisse, c'est la notion de « cycle de gestion intégrée des risques » qui s'est imposée. Ce modèle part du principe que tous les instruments de la protection contre les catastrophes naturelles sont équivalents. Les mesures de prévention, d'intervention et de reconstruction ont en principe la même valeur. Le modèle est complété par une évaluation permanente des risques et le processus d'apprentissage qui suit l'analyse d'un sinistre. *Informations plus détaillées sur le site de la plate-forme nationale « Dangers naturels » : www.planat.ch*



Mirella Viepf

Dans le local de surveillance du tunnel, les visiteurs s'intéressent non seulement aux aspects techniques, mais également à l'organisation structurelle de l'exploitation.

Les catastrophes, un frein au développement

En tant que centres de compétence de la Confédération en matière de réduction des risques de catastrophes, la DDC et l'OFEV jouent un rôle crucial durant la présidence suisse de l'OSCE. Les catastrophes naturelles pouvant retarder le développement d'un pays, la DDC s'attache depuis des années à renforcer la gestion des risques dans le monde. Elle intègre cet objectif dans tous ses domaines d'activité. En cela, elle suit le Cadre d'action de Hyogo, l'instrument international de référence. Pour ce qui est de la prévention, la DDC encourage par exemple la mise en place de systèmes de surveillance des crues. Par ailleurs, l'aide qu'elle déploie en cas de catastrophes offre souvent l'occasion de susciter des changements durables (construction parasismique, etc.).

2012 la rénovation de cette école primaire de Montthey, dont la façade a été fortifiée par une structure métallique esthétique.

Le second groupe affronte des températures quasi hivernales dans le tunnel du Grand-Saint-Bernard. En route, les nombreux ouvrages paravalanches et galeries soulignent l'importance de cette voie de transit pour l'ensemble de l'Europe. C'est en effet l'un des huit principaux itinéraires à travers les Alpes pour le trafic de marchandises. D'où les dépenses et les efforts consentis afin d'assurer sa protection.

Une digue imposante protège l'entrée du tunnel contre les avalanches et les éboulements. Accessible à pied, elle offre une large vue sur la centrale hydroélectrique et l'entrée du tunnel d'un côté, sur les glaciers, la neige et les rochers de l'autre. Un vent froid siffle aux oreilles des visiteurs, au point que les spécialistes – un membre du Corps suisse d'aide humanitaire, l'ingénieur cantonal du Valais chargé des dangers naturels et un expert en avalanches – doivent presque crier pour se faire entendre.

Un tunnel – deux pays

Dans les locaux d'exploitation du tunnel, l'ambiance est plus calme et la température plus élevée. La salle de surveillance suscite un vif intérêt. La plupart des questions portent toutefois sur l'organisation structurelle de la gestion. La Suisse et l'Italie se partagent en effet cet ouvrage à parts égales. L'exploitation est assurée par l'entreprise Sisex SA, qui

appartient aux deux sociétés concessionnaires, l'une suisse pour la moitié nord du tunnel, l'autre italienne pour la moitié sud.

Sur le trajet du retour, un délégué turkmène confie qu'il a été captivé par cet aperçu de la coopération italo-suisse. Son pays prévoit de construire, dans les montagnes du Kopet Dag, des tunnels qui relieront le Turkménistan à l'Iran.

Le secrétaire d'État kirghize Talaibek Temiraliyev profite lui aussi de l'occasion pour poser nombre de questions et établir des contacts. « Notre pays est très montagneux et plusieurs nouvelles routes sont à l'étude. La rencontre de Montreux et cette visite sur le terrain sont donc extrêmement utiles. »

Olga Algayerova, présidente du Comité économique et environnemental de l'OSCE, évoque de son côté un autre avantage de la protection contre les catastrophes naturelles : « Les forces de la nature ignorent les frontières, si bien que les catastrophes créent certains liens entre les peuples. » On sait que la collaboration au sein de l'OSCE ne va pas toujours sans mal. Toutefois, les pays membres parviennent plus aisément à établir un dialogue et à trouver des solutions lorsqu'il est question de catastrophes naturelles que dans le secteur militaire par exemple, assure M^{me} Algayerova. « Les coopérations internationales dans le domaine de la gestion des risques jettent des ponts, ce qui a des effets positifs sur d'autres négociations. » ■

(De l'allemand)

Tempête de gypsophiles

Le vent s'insinuait en bruissant sous la couverture extérieure et dans la toiture de la yourte. La bergère entendait sa vibration par-dessus le murmure du silence. Le jeune berger, qui se trouvait dans l'enclos, en était conscient lui aussi. Sans dire un mot, il continuait de peigner la laine d'une chèvre. Tout à son affaire, comme pour gagner un pari, il s'acquittait avec application de sa tâche au beau milieu de ces rafales printanières. Un vent coriace balayait la steppe, soulevant une tempête de gypsophiles qui transformait le paysage en un tableau unique.

Debout sur un pieu de la clôture en bois, la petite fille semblait s'imprégner des secrets de la saison. Il valait mieux se percher en hauteur pour percevoir la beauté de ce phénomène naturel rare. Toute songeuse, la fillette de 7 ans avait l'impression d'être sur la lune. Elle observait la manière dont le vent chassait devant lui les gypsophiles à travers la steppe blafarde. Grandes ou petites, il y en

avait partout, même près de la yourte. Les fleurs tourbillonnaient près du campement. Elles s'assemblaient pour former un gros nuage. Celui-ci n'en demeurerait pas moins minuscule et élégant dans le paysage majestueux qui s'étendait à perte de vue. Les petites touffes divaguaient çà et là, sans but. La plupart semblaient désemparées par leur propre poids. Certaines restaient accrochées à des buissons, beaucoup s'accumulaient dans les gorges et les ravines aussi accueillantes que le ventre d'une mère. Elles ressemblaient alors à une mousse poussiéreuse. Regroupées à l'instar de la Grande assemblée (nom donné au Parlement mongol), elles obligeaient les gens à faire un détour, formant un obstacle infranchissable au fil du temps.

Le regard admiratif, la petite fille semblait se perdre dans les secrets impénétrables de la nature. L'instant d'après, elle étourdisait son frère en lui détaillant ses impressions, jusqu'à ce que celui-ci déclare : « Tu as

bien fait ton travail. Tu ne veux pas plutôt rentrer ? » Mais elle restait là, comme si elle n'avait pas entendu, n'écoulant que ce « son » merveilleux et inexplicable. En même temps, elle regardait son frère travailler et pensait : « Tes yeux, tes oreilles et ta peau n'ont-ils donc pas de pores, comme ceux des autres gens ? » Elle avait l'impression que tous les orifices, petits et grands, du corps de son frère étaient bouchés par la poussière que soulevaient les sabots du troupeau. C'est pourquoi il ne pouvait rien percevoir d'autre que son travail. Malgré tout, il aimait plaisanter avec sa sœur et était d'un naturel joyeux.

Après s'être occupé de ses moutons, le vieux berger s'en retournait chez lui à cheval en traversant la steppe recouverte de gypsophiles. Il croisa la petite fille qui ramenait des bouses séchées pour chauffer la yourte. Une fois de plus, il tenait un agneau ou un cabri né trop tard. Il le déballa et secoua la tête, soucieux : « Dans le pâturage, les brebis mettent bas, tandis que de grands oiseaux sont à l'affût dans le ciel. Il faut se mettre au travail ! » Pendant ce temps, le vent qui fouette et blanchit tout continuait de galoper. Quelques êtres humains et beaucoup de bétail vivaient dans cette région où sévissait un printemps capricieux. Cependant, la nature n'était pas seulement sournoise avec les gens et les animaux. Elle privait même le soleil de sa chaleur. Hommes, bêtes ou soleil, tous dépendent néanmoins de la vie de cette nature aussi belle que dure. Et ils en dépendront toujours.

Une fois le peignage achevé, la chèvre frissonna, secoua sa tête, gambada un peu de-ci de-là,



Gangaamaa Purevdorj Delgerinkhen vit à Erdenet, la deuxième ville de Mongolie. Dixième de douze enfants, elle est née en 1967 dans le district de Saikhan. Elle a passé les huit premières années de sa vie dans la yourte de ses parents, des éleveurs nomades. Après sa scolarité, elle est partie pour l'Allemagne. Elle a étudié les sciences politiques et l'allemand à l'Université technique de Dresde, puis l'ethnologie comparative à l'Université de Ratisbonne. Gangaamaa Purevdorj a déjà écrit plusieurs livres (non traduits en français), dont le plus récent est intitulé *Der gute Dieb*. Elle tient des conférences et des lectures dans l'espace germanophone.

étira tous ses membres et bêla doucement, comme pour dire : « Eh bien, c'était éreintant et pénible. J'ai failli mourir ! » Tout cela pour produire ce coûteux cachemire, tellement prisé, qui sera ensuite exporté dans le monde entier. ■

(De l'allemand)



La force symbolique de Tombouctou

L'attaque de groupes islamistes contre la ville de Tombouctou, inscrite au patrimoine mondial de l'Unesco, a suscité une vague d'indignation. L'aide internationale contribuera à reconstruire ce qui a été détruit et à préserver ce précieux héritage culturel. Le projet favorisera aussi le processus de paix au Mali. De Gabriela Neuhaus.



Le cimetière des Trois Saints, à Tombouctou, après sa destruction par les extrémistes islamistes en mars 2012.

Lorsque les médias ont relaté la destruction d'anciens mausolées et de précieux manuscrits à Tombouctou par les rebelles islamistes, le choc a été grand. Ce n'est pas un hasard si ces informations ont prédominé dans le flot de nouvelles sur la guerre qui a secoué le nord du Mali en 2012 et 2013 : depuis des générations, le nom de Tombouctou nourrit rêves et nostalgie. C'est peut-être parce que cette ville est loin de tout, « au bout du monde », comme le rapportent nombre de récits anciens.

La ville aux 333 saints

La cité mythique de Tombouctou se trouve sur une boucle du fleuve Niger, à la lisière sud du Sahara. À l'ère des grandes caravanes de sel, c'était un comptoir commercial florissant. Fondée par les Touaregs au 12^e siècle, elle a connu son apogée entre le

14^e et le 16^e siècle. Ouverte sur le monde grâce aux échanges commerciaux, elle était alors devenue le centre des sciences et de la philosophie islamiques, ce qui lui a valu d'être nommée « la Perle du désert » ou « la ville aux 333 saints ». La cité a alors acquis une réputation de prospérité et de tolérance qui s'est perpétuée jusqu'à aujourd'hui. Parmi les principaux témoins de son passé prestigieux figurent le centre historique ainsi qu'une série de mosquées et de mausolées. Ces édifices sont la carte de visite de Tombouctou et l'ont fait connaître dans le monde entier. Sa renommée, la cité la doit notamment au fait que trois de ses mosquées et seize mausolées datant du Moyen Âge sont inscrits depuis 1988 sur la Liste du patrimoine mondial de l'Unesco. De plus, des dizaines de milliers de manus-



crits ont été conservés de génération en génération dans les nombreuses bibliothèques – pour la plupart privées – de Tombouctou. Ils revêtent une importance cruciale pour l'histoire de la civilisation africaine.

Destruction des lieux saints

Fin mars 2012, des groupes d'extrémistes islamistes se sont emparés de la ville par les armes. Durant leur occupation qui a duré dix mois, ils ont détruit systématiquement la plupart des mausolées abritant les

corps de saints musulmans et de savants, et gravement endommagé les trois mosquées protégées par l'Unesco. Toute la vieille ville a subi des dégâts. Les insurgés ont également saccagé ou incendié des musées et des bibliothèques, dont l'Institut des hautes études et de recherches islamiques Ahmed Baba. La majorité des précieux manuscrits ont heureusement pu être sauvés : les conservateurs de ces documents les avaient sortis de la ville en secret pour les mettre en sécurité à Bamako.

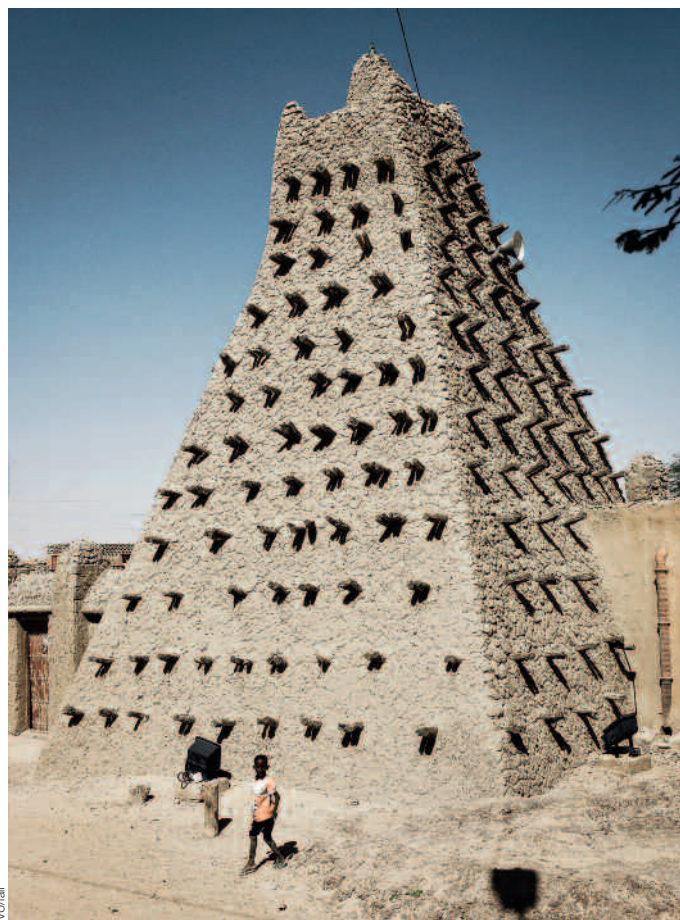
En juin 2012 déjà, peu après les premières nouvelles préoccupantes en provenance de la région, l'Unesco a créé un fonds spécial afin d'aider le gouvernement malien à sauvegarder son patrimoine culturel affecté par le conflit. Entre-temps, la Suisse et une douzaine d'autres pays ont décidé de financer un vaste

quelque 270 000 manuscrits de Tombouctou sont entreposés à Bamako. Compte tenu de l'humidité qui règne dans cette région, il importe de les restaurer d'urgence et d'assurer leur conservation. Voilà le travail d'Hercule auquel s'est attelé le ministère malien de la culture, avec l'appui de l'Unesco et de

du pays et le processus de paix, c'est surtout par leur force symbolique et leur pouvoir d'identification, qui dépassent largement les frontières du Mali. Irina Bokova, directrice générale de l'Unesco, n'a pas manqué de le souligner durant la cérémonie qui a marqué la pose de la première pierre : « La re-

construction du patrimoine culturel de Tombouctou est cruciale pour la population malienne, pour les habitants de la ville et pour le monde. » ■

(De l'allemand)



La réhabilitation de la mosquée de Sankoré est déjà terminée. Il faudra encore des années pour restaurer et assurer la conservation des manuscrits vieux de plusieurs siècles.

projet de reconstruction. La première pierre de deux mausolées a été posée en mars dernier. Les travaux sont exécutés par des maçons locaux spécialement formés, qui utilisent la technique ancestrale de construction en banco. L'Unesco assure la direction du projet.

Reconstruction et préservation

Les bailleurs de fonds internationaux accordent une attention particulière au sauvetage des anciens écrits : actuellement,

l'organisation locale Savama-DCI. Cette ONG a déjà joué un rôle important lors du premier sauvetage des manuscrits. À l'avenir, il s'agira de mieux protéger le patrimoine culturel de Tombouctou contre les pillages et le trafic d'objets d'art. La Suisse dispose en la matière d'un savoir-faire complémentaire qu'elle met au service du projet de l'Unesco. Si la reconstruction et la préservation des trésors de Tombouctou revêtent une telle importance pour la stabilisation

De ruine en ruine

Le Mali compte depuis 1977 parmi les pays prioritaires de la DDC. En mai 2013, une délégation suisse a visité Tombouctou pour se faire une idée des dégâts et évaluer les travaux de reconstruction. « C'était hallucinant », se souvient Hansjürg Ambühl, chef de la division Afrique de l'Ouest à la DDC. « Nous allions de ruine en ruine. Nous ne pouvions presque pas en croire nos yeux. » Il fut vite évident que la communauté internationale devait soutenir la reconstruction de ces sites culturels et que la Suisse participerait à l'effort commun. La DDC a alloué 1,05 million de francs à la première phase (2014-2015) du projet de l'Unesco. Cette contribution constitue un élément important de ses activités dans le nord du Mali. Elle revêt une grande importance symbolique, souligne M. Ambühl : « Les manuscrits et les monuments historiques fondent l'identité de la population malienne, en particulier celle du Nord. La reconstruction devrait inciter les habitants ayant fui la guerre à retourner à Tombouctou. »

Service



Travailler dans la coopération internationale

(bf) Organiser une carrière, connaître les tendances, trouver du personnel... Le Forum cinfo, qui se tient tous les deux ans, est entièrement consacré au thème « Travailler dans la coopération internationale ». Ce salon spécialisé est l'occasion de partager des informations et de faire du réseautage. Il éclaire les tendances actuelles en ce qui concerne les carrières individuelles ainsi que le développement du personnel dans les organisations et les entreprises concernées. Le programme 2014 se concentrera sur la gestion de la santé, la diversité et le recrutement via les médias sociaux. Des organisations multilatérales présenteront des possibilités de travail et se tiendront à disposition pour des entretiens individuels.

Forum cinfo, 31 octobre (9h30-15h45) au Stade de Suisse, Berne, www.cinfo.ch

Hommage à un grand poète

(er) Une voix claire avec un soupçon d'âpreté, dont l'authenticité va droit au cœur. Elle appartient à Leyla McCalla. Cette fille d'émigrants haïtiens, née à New York, a découvert le violoncelle à neuf ans. Plus tard, elle a étudié la musique de chambre, avant de s'installer à la Nouvelle-Orléans. Musicienne de rue et membre occasionnelle du fameux *string-band* Carolina Chocolate Drops (vainqueur d'un Grammy Award en 2011), elle se sent proche de ses racines haïtiennes dans cette ville du sud des États-Unis. Aujourd'hui âgée

de 28 ans, Leyla pince et frappe les cordes de son violoncelle dans l'esprit blues en y intégrant des accents de musique cajun, jouée par les descendants des immigrants francophones en Louisiane. Sa virtuosité s'étend aussi au banjo et à la guitare. Accompagnée de ces instruments, auxquels s'ajoutent parfois une contrebasse ou un violon, Leyla McCalla a mis en musique des poèmes du grand écrivain afro-américain Langston Hughes (1902-1967). Ce magnifique premier album contient également quelques chants traditionnels haïtiens. Au total, ce sont quatorze morceaux envoûtants par leur simplicité et leur sérénité.

Leyla McCalla : « *Vari-Colored Songs* » (Dixiefrog/Disques Office)

Un appel à la cohésion nationale

(er) Ses succès planétaires n'ont

en rien altéré l'amour que Kareyce Fotso porte à sa patrie, le Cameroun. Née au sein d'une famille bamiléké – une ethnie de l'ouest du pays –, elle a grandi dans un quartier de Yaoundé peuplé principalement par des Bétis. Après avoir étudié la biochimie, elle s'est lancée dans une carrière de chanteuse. Avec raison, comme le confirme son troisième album. On y redécouvre la voix chaude et forte, au timbre très légèrement rauque, d'une artiste âgée aujourd'hui de 32 ans. L'accompagnement se réduit à quelques instruments, comme une *sanza*



(piano à pouces) dont Kareyce Fotso joue elle-même, des guitares et des percussions. Des accords tranquilles et des motifs rythmiques récurrents forment un paysage sonore enrichi de chœurs subtils où sa voix peut s'épanouir dans toute son intensité. Cet album est un appel à la cohésion nationale. C'est pourquoi Kareyce Fotso a choisi de chanter en huit langues parlées au Cameroun, dont le bassa, l'ewondo, le douala, le français et l'anglais. Elle aborde des sujets graves de la vie quotidienne et clame sa foi dans les rêves qui l'habitent. Tout cela avec la musicalité si naturelle et si évidente du blues à l'africaine.

Kareyce Fotso : « *Mokte* » (Contre Jour/Disques Office)

Ritournelles chinoises à fredonner

(er) Les membres du groupe Shanren (montagnards) aiment Led Zeppelin et les Red Hot Chili Peppers tout autant que les

chants traditionnels de leur patrie. Établis à Pékin, ils sont originaires du Yunnan, dans le sud-ouest de la Chine, une province montagneuse qui a des frontières communes avec le Tibet, le Vietnam, le Laos et le Myanmar. Ces quatre musiciens, qui jouent ensemble depuis la fin des années 90, fusionnent les mélodies des ethnies yi et wa avec la musique rock. Pour une oreille occidentale, le résultat produit tout d'abord un effet exotique, dû notamment aux instruments à cordes pincées, tels que le *xianzi* ou le *qinjin*. Mais on se laisse rapidement entraîner par ce folk-rock chinois, mêlé d'épisodes de rap et de reggae, qui allie vigoureux riffs de guitare, pulsations de la basse, cadence dynamique de la percussion, voix fascinantes et slams harmonieux. Certains morceaux s'insinuent même dans nos têtes comme des ritournelles à fredonner.

Shanren : « *Left Foot Dance Of The Yi* » (Riverboat Records/Musikvertrieb)

Le combat des conductrices de taxis à Dakar

(dg) Sur les 15 000 chauffeurs de taxis qui sillonnent Dakar, on compte seulement quinze femmes. L'une d'entre elles se nomme Boury et sait s'imposer dans un milieu professionnel dominé par les hommes. Ce qu'elle veut, c'est travailler pour être autonome et pouvoir subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille. Son grand rêve est de créer sa propre entreprise de taxis. Le documentaire *Taxi Sister* accompagne Boury dans les rues de la capitale sénégalaise. Il témoigne de sa lutte quotidienne



contre les conceptions traditionnelles et les préjugés machistes à l'égard des femmes. Outre la problématique de genre, ce film sensible s'intéresse à la question du libre choix d'un métier. Il convainc par la simplicité de son style et par sa proximité avec les personnages dont il fait le portrait.

Theresa Traore Dahlberg: « *Taxi Sister* », documentaire, Suède/Sénégal, 2011, disponible uniquement en vidéo à la demande (streaming ou téléchargement); informations et conseil: education21/Films pour un seul monde, tél. 031 321 00 30, www.filmecinewelt.ch

Dans l'enfer des Khmers Rouges

(bf) L'enfance de Raami s'achève brusquement en 1975, alors qu'elle n'a que 5 ans: les Khmers rouges viennent de prendre le pouvoir au Cambodge et chassent tous les habitants de la capitale Phnom Penh. Comme des centaines de milliers d'autres personnes, la petite fille et sa famille entament un long exode, fuyant la folie meurtrière des nouveaux maîtres du pays: entre 1,7 et 2,2 millions de personnes ont perdu la vie sous ce régime de la terreur, qui a duré quatre longues années. Après avoir connu le travail forcé et la famine, après avoir failli être exécutées, elle et sa mère réussissent à s'échapper. Elles se réfugient aux États-Unis. Le personnage de Raami s'appelle en réalité

Vaddey Ratner. Longtemps après, cette femme devenue adulte est retournée dans sa patrie pour y mener des recherches et retracer l'histoire de sa vie. Son premier roman, très émouvant, est écrit du point de vue d'une petite fille pleine d'imagination. Paru en 2012 en anglais, ce livre est devenu un best-seller international. Il y est question de persévérance, d'espoir et d'une irrésistible envie de vivre. *Vaddey Ratner*: « *À l'ombre des arbres millénaires* », éditions Denoël, Paris, 2014

Images du Printemps arabe

(bf) Aucune autre ville ne symbolise mieux que la capitale égyptienne ce que l'on a appelé le Printemps arabe. Le livre *Cairo. Open City/Kairo. Offene Stadt* met en lumière le rôle de l'image dans la révolution permanente que vit l'Égypte, depuis les premières manifestations sur la place Tahrir jusqu'à aujourd'hui. Il présente des clichés de photojournalistes, des extraits de vidéos tournées par des militants et des « citoyens-journalistes », ainsi que des documents rassemblés par des artistes. On y trouve



Gabriela Neuhaus (gn), Jane-Lise Schneeberger (jls), Mirella Wepf (mw), Ernst Rieben (er), Luca Beti (version italienne)

Graphisme: Laurent Cocchi, Lausanne

Photolitho et impression: Vogt-Schild Druck AG, Derendingen

Reproduction: Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements et changements d'adresse: Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de:

aussi bien des photos publiées à la une des journaux que sur des blogs ou dans le cadre de projets documentaires de longue haleine. Les icônes du Printemps arabe côtoient l'homme de la rue et les martyrs. Les essais de jeunes auteurs caiotes (en arabe, en anglais ou en allemand) viennent compléter cette impressionnante documentation photographique.

Florian Ebner et Constanze Wicke (éds): « *Cairo. Open City/Kairo. Offene Stadt* », Spector Books, Leipzig 2014

Un nain et un géant pas si différents

Exposition

(bf) À première vue, tout sépare la petite Suisse et l'immense Mongolie. Pourtant, ces deux pays ont bien des points communs: outre leurs paysages magnifiques, ils partagent notamment un attachement à leurs traditions et à leur culture. Une exposition de photos, organisée par le Musée d'histoire naturelle de Berne, dévoile encore d'autres parallèles. Elle se tient dans le cadre d'un double anniversaire: on célèbre cette année les cinquante ans des relations diplomatiques helvète-mongoles et les dix ans de l'engagement de la DDC en Mongolie.

« *La Mongolie et la Suisse en images* », exposition de photos au Musée d'histoire naturelle de Berne, du 18 septembre au 25 octobre, www.nmbe.ch; informations sur le double anniversaire: www.ddc.admin.ch

DFAE, Service de l'information, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne, Courriel: deza@eda.admin.ch Tél. 058 462 44 12 Fax 058 464 90 47 www.ddc.admin.ch

860215346

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total: 51 200

Couverture: sécheresse au Kenya, inondations au Bangladesh; Grossmann/laif, Jean Michel Turpin/Le Figaro Magazine/laif

ISSN 1661-1675

Coup de cœur



La petite bougie

Didier Ruef est l'un des plus célèbres photographes suisses. Il a notamment parcouru le monde pendant vingt ans pour explorer la problématique des déchets. Poétique et dérangeant, son livre intitulé « *Recycle* » a fait sensation.

Mon premier grand voyage, je l'ai entrepris à l'adolescence il y a plus de trente ans. De façon tout à fait classique, je suis parti avec Interrail vers la Scandinavie. J'éprouve depuis lors le besoin de découvrir et de comprendre le monde. C'est ce qui m'a poussé à étudier l'économie et finalement à faire de mon hobby un métier. Mes reportages m'ont conduit dans plus de septante pays. Ce qui me fascine et me motive, ce sont les grands thèmes. Certains sont graves, comme l'écologie, la pauvreté ou la cohabitation humaine. Actuellement, je travaille à une documentation sur l'eau. Je ne sais pas si mes images ont un quelconque impact politique. J'espère seulement qu'elles agissent comme une petite bougie, qu'elles éclairent des choses importantes. Mon appareil m'accompagne toujours, dans mes voyages privés également. Mais alors, je suis le père de famille qui prend des photos pour le plaisir et non pas pour des recherches.

(Propos recueillis par Mirella Wepf)

Impressum

Un seul monde paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Éditeur

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction

Martin Dahinden (responsable)
Catherine Vuffray (coordination globale)
Marie-Noëlle Bossel, Beat Felber, Christina Stucky, Sarah Jaquéri, Pierre Maurer, Özgür Ünäl

Rédaction

Beat Felber (bf-production)

« Cela prendra encore beaucoup de temps pour que nous puissions tirer un trait sur le changement climatique et dire que c'est un problème résolu. »

Christiana Figueres, page 12

« Je mange moins, afin qu'il me reste à la fin du mois de l'argent pour ma mère. »

Cheang Tida, page 22

« Quelques êtres humains et beaucoup de bétail vivaient dans cette région où sévissait un printemps capricieux. »

Gangaamaa Purevdorj Delgeriinkhen, page 31
